

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°36

octobre-décembre 2024

Antifascisme, antiracisme

Table des matières

Laurent Mucchielli : « Voir la France telle qu'elle est ! ».....	3
Bolloré offre un super job à un néo-nazi ultra-violent.....	10
Imane Khelif : L'Amazone qui a donné une leçon de dignité à l'Occident	12
Paysans-artisans vandalisée par l'extrême droite.....	16
La réhabilitation du nazisme en Estonie connaît un essor sans précédent.....	20
À « Sainté », le bleu marine de la honte.....	22
Une entreprise proche du GUD attaque StreetPress en justice.....	25
France, de la crise au chaos politique.....	30
Réponse collective à une infamie : sur l'accusation d'antisémitisme portée contre la France insoumise.....	43

Laurent Mucchielli : « Voir la France telle qu'elle est ! »

Déjà interviewé récemment sur le traitement politico-médiatique des drogues, nous avons interrogé Laurent Mucchielli, sociologue et spécialiste des politiques de sécurité, à propos de l'actualité politique en France en lien avec son livre *La France telle qu'elle est*. Pour en finir avec la complainte nationaliste. Comme l'a fait Saïd Bouamama dans son Manuel sur l'immigration, il utilise les sciences sociales pour répondre aux idées racistes trop souvent diffusées dans de nombreux médias.

Tout d'abord, à propos d'un « buzz » récent, le parti La France Insoumise serait antisémite. Est-ce votre avis ? Vous rappelez dans votre livre les racines chrétiennes de l'antisémitisme. Pouvez-vous expliquer d'où vient cet antisémitisme ? Et fait-il un retour actuellement ?

Depuis les travaux pionniers de Léon Poliakov, les historiens ont amplement documenté l'histoire de l'antisémitisme européen, qui procède effectivement d'abord de l'église catholique. Après une très longue histoire faite de temps de persécution et de temps de réconciliation, cet antisémitisme religieux a fait un retour fracassant au 19^{ème} siècle, dans le contexte de la réaction contre les idées révolutionnaires laïques et républicaines. De là le lien qui sera fait rapidement entre « juifs » et « francs-maçons » dans ce qui deviendra plus tard la pensée d'extrême droite. Ensuite, un antisémitisme politique est apparu au 19^{ème} siècle dans le sillage de la critique du capitalisme, c'est celui qui assimilait « les Juifs » aux banquiers et aux oppresseurs de la classe ouvrière. Enfin, est apparu un racisme intellectuel et scientifique qui, dans le contexte du colonialisme de l'époque, a prétendu théoriser « l'infériorité » de certaines « races » par rapport à d'autres. Tout ceci culmine entre la fin du 19^{ème} siècle et la Seconde Guerre mondiale. Cette période horrible appartient à l'histoire. Pourtant, cela fait maintenant une vingtaine d'années que quelques intellectuels et quelques politiciens font du lobbying pour faire croire à un « retour de l'antisémitisme » qui serait dû à l'extrême gauche. Or ce sont là deux idées fausses.

Pouvez-vous préciser ?

D'abord, il n'y a pas de « retour de l'antisémitisme » Ceci relève d'un fantasme apeuré ou d'une désinformation volontaire à finalité politique. Il existe des données pour mesurer tant bien que mal le problème : des données institutionnelles (comme les statistiques de police et de justice), des données d'enquêtes nationales et internationales et des données de sondages d'opinion. La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDDH) compile et compare cette dizaine d'indicateurs chaque année dans ses rapports, ce qui permet ainsi de réfléchir à l'évolution depuis plus de 30 ans. Il en ressort deux constats majeurs : 1) la stabilité globale des problèmes depuis le début du 21^{ème} siècle, voire même leur léger recul (et non l'inverse), 2) des variations mensuelles et annuelles importantes qui dépendent avant tout du contexte international de tensions autour du conflit israélo-palestinien (pour simplifier, il y a un pic d'actes antisémites à chaque fois que le gouvernement israélien lance une attaque sur les territoires palestiniens). Plus récemment, il y a eu également des attentats suscités par Daech, qui ont pris parfois un caractère antisémite. Mais ce n'est pas central : pour Daech, il s'agit avant tout de « punir l'Occident » et tous ces « mécréants » qui discriminent les Musulmans. Tout ceci indique qu'il n'est pas sérieux de penser le 21^{ème} siècle avec les catégories forgées au 19^{ème}. L'antisémitisme en tant que préjugé majeur et violent, qu'il soit à fondement biologique, culturel ou religieux, est quelque chose qui a quasiment disparu en France, et le peu qui en reste se situe politiquement à l'extrême droite, et non à l'extrême gauche. Parler d'antisémitisme dès que l'on voit se durcir la critique de la politique de l'État d'Israël vis-à-vis des Palestiniens est une manipulation grossière. Chacun peut l'observer ces derniers mois : quiconque s'indigne un peu trop fort des crimes de guerre en série commis par l'armée israélienne sous les ordres du gouvernement Netanyahu se voit suspecté d'antisémitisme. Cette supercherie ne devrait tromper personne.

Enfin, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une diversion politique, un épouvantail que l'on agite pour attirer l'attention sur un problème qui, en réalité, n'est pas très important dans la société française contemporaine, surtout si on le compare à d'autres formes de racisme et de discrimination. Les enquêtes de victimisation, comme d'autres (par exemple l'enquête TEO « Trajectoires et origines »), indiquent que les personnes les plus victimes d'agressions verbales et de discriminations à caractère ethno-raciales ou religieuses ne sont pas les citoyens de confession juive, mais les enfants des dernières vagues d'immigration et tout particulièrement celles en provenance des pays d'Afrique sub-saharienne.

Je peux même aller encore plus loin en vous disant que, à mon avis, la culpabilité historique et le tabou que constitue la violence de type antisémite sont des repères cognitifs et moraux qui protègent (et tant mieux pour elle évidemment) la communauté juive par rapport à d'autres, en particulier la communauté musul-

mane. Car si l'on est honnête et équitable, force est de constater que les juifs pratiquants ont des habitudes de vie qui, dans la conception idéologique de la laïcité, entrent en contradiction avec certains principes universalistes républicains tout autant que les musulmans pratiquants. Avez-vous déjà entendu des ministres ou des parlementaires s'indigner du fait que les juifs pratiquants ne mettraient pas leurs enfants à l'école le samedi parce c'est shabbat ? Ou bien qu'ils refuseraient de manger du porc (et des crevettes) à la cantine ? Ou bien qu'ils porteraient une kippa sur la tête ? Moi non. Par contre, nous vivons et revivons sans arrêt depuis 35 ans un psychodrame national autour du « foulard islamique » qui rend beaucoup de gens un peu hystériques.

Bref, que l'on dénonce la persistance de propos ou d'actes antisémites ici ou là, oui bien entendu. Mais qu'on nous bassine avec ce prétendu retour de l'antisémitisme, non, c'est faux, c'est une rhétorique destinée à empêcher la critique du gouvernement israélien (et de ceux qui le soutiennent). C'est au fond la même logique que celle qui consistait à traiter de « complotiste » quiconque mettait en doute la version officielle durant la crise du Covid. Cela permet d'empêcher le débat, de ne pas avoir à affronter les arguments adverses.

Qu'entendez-vous par « conception idéologique de la laïcité » ?

Oui merci, c'est encore un point très important. À écouter les débats politico-médiatiques, on pourrait croire que la laïcité est au fond l'interdiction de manifester une conviction religieuse hors de la sphère privée. Or ceci constitue une trahison tant de la lettre que de l'esprit de nos lois. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 affirme que « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public » (art. 10). La Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 précise que « ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites » (art. 18). Enfin, la Constitution de la Vème République (1958) affirme que la République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances » (art. 1). Ainsi, en France, c'est l'État qui se doit d'être laïc, c'est-à-dire neutre, mais les citoyens sont libres de leurs croyances et de leurs pratiques religieuses. L'État a de surcroît le devoir de protéger ces libertés. Prétendre que le « bon citoyen » français doit être athée, ou faire semblant de l'être, constitue donc une erreur majeure dérivant de cette idéologie. Quant à la loi de 1905, elle concernait « la séparation des Églises et de l'État ». Dans un contexte de tensions avec le Vatican, il s'agissait d'écarter l'Église catholique de l'enseignement et de mettre fin à l'élément central du Concordat napoléonien de 1801 : la rémunération des prêtres par l'État. À nouveau, non seulement il ne s'agissait pas d'imposer l'athéisme, mais la loi organisait au contraire le libre exercice du culte en prévoyant des aumôneries dans toutes les institutions publiques (casernes, lycées, prisons, hôpitaux). Enfin, ces principes n'ont rien d'absolu. Outre que la loi de 1905 ne s'applique pas en Alsace-Moselle et en Guyane, il subsiste un important enseignement privé, encouragé par la loi Debré de 1959. Cela concerne encore aujourd'hui plus de 2 millions d'élèves, scolarisés à 98 % dans des établissements catholiques sous contrat. Quant aux écoles privées hors contrat, elles scolarisent seulement quelques dizaines de milliers d'élèves. Parmi eux, environ 6 500 fréquentaient une école musulmane en 2018, soit 0,3 % de la population scolaire totale. Là encore, on voit que les propos hyper-alarmistes régulièrement entendus dans le débat public (et pas seulement du côté de l'extrême-droite) au sujet d'un prétendu « séparatisme social » des musulmans relèvent du fantasme.

Le « phénomène » Zemmour que vous analysez et décortiquez dans le livre a pris une ampleur considérable. On entend souvent de la part de journalistes le lieu commun « il représente une partie de la France », pourtant des journalistes, des enquêtes ont montré le rôle des propriétaires de médias (Bolloré) et de certains programmes (TPMP). Comment analysez-vous la place que prend ce personnage aux propos déjà condamnés mais pourtant invité facilement sur la plupart des chaînes de radio et de télévision ?

Entendons-nous sur le « phénomène Zemmour ». Je ne m'intéresse guère à la personne qui, à la lecture de ses livres, m'apparaît comme très narcissique et empêtrée dans une quête identitaire personnelle qu'il projette ensuite sur le monde entier, ce que je trouve à la fois ridicule intellectuellement et très dangereux socialement car cela aboutit à une sorte d'appel à la guerre civile.

Je m'intéresse en revanche au succès évident de ses idées et à ce que cela révèle des fantasmes qui envahissent le débat public français dès que l'on parle d'immigration et d'Islam. Allons à l'essentiel. Tout ce petit monde est obsédé par ce que le théoricien d'extrême droite Renaud Camus a nommé le « grand remplacement ». Zemmour parle aussi d'un « tsunami démographique », de « vagues migratoires » qui « submergent » les peuples européens, en en faisant une théorie générale de l'histoire. Dans ses livres à préten-

tion historique, il affirme ainsi que c'est la démographie galopante des européens au 19ème siècle qui expliquerait et la colonisation et les deux guerres mondiales. Or ceci est totalement faux. En France, la première phase de colonisation commence au 17ème siècle, avec des motivations politiques, militaires et commerciales. Et ce n'est pas une colonisation de peuplement. Sa deuxième phase s'enclenche ensuite effectivement au 19ème siècle, mais bien avant la politique coloniale assumée de la IIIème République. La conquête de l'Algérie commence sous la Restauration, en 1830, et s'accélère sous le Second Empire en s'élargissant à l'Afrique sub-saharienne et à l'Asie, sans oublier les colonies pénitentiaires de Guyane (1852) et de Nouvelle-Calédonie (1867). Et durant toutes ces époques, il n'y avait aucune explosion démographique en France. Cette explication est donc totalement farfelue. La réalité est que la France est un pays d'immigration depuis au moins 150 ans. Plutôt que de fantasmer la disparition de la « civilisation française » sous les « vagues migratoires », il faut regarder objectivement cette histoire construite avec et en partie grâce à l'immigration, comprendre ses logiques économiques et militaires (le rôle des colonies, surtout africaines, dans les deux guerres mondiales) et observer sa composition exacte. On y découvre alors que les grandes vagues d'immigration liées à notre histoire industrielle sont loin derrière nous. C'était notamment l'immigration italienne du tournant du 19ème et du 20ème siècles, puis l'immigration algérienne d'après la Seconde Guerre mondiale. De nos jours, l'immigration est beaucoup moins forte, plus diversifiée, plus qualifiée et plus féminine. En 2017, 42% des immigrés entrés en France étaient titulaires d'un diplôme du supérieur et 52% étaient des femmes. On est loin du stéréotype de l'immigré comme homme, jeune, sans diplôme, venant profiter d'on ne sait quoi et menacer on ne sait qui. Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirment tous nos petits xénophobes apeurés, la France n'est nullement le pays trop accueillant où tous ces malheureux migrants se précipiteraient en masse. L'Allemagne, le Royaume-Uni ou encore l'Espagne ont connu des flux migratoires bien plus importants que la France au cours des dernières décennies. Bref, le « grand remplacement » est un dangereux fantasme qui trahit totalement la réalité historique. J'ai même écrit que ces théories d'extrême droite constituaient une captation frauduleuse de l'identité française.

C'est-à-dire ?

La réalité historique est une chose, les romans nationaux une autre. L'extrême droite fantasme une « France éternelle » qui n'a jamais existé et nous empêche de penser la réalité de ce que nous sommes (d'où le titre de mon livre). Je m'explique. D'abord, l'extrême droite surfe sur le roman national en nous racontant au fond l'histoire d'Astérix le Gaulois (vénération de Vercingétorix), devenu chrétien (vénération de Jeanne d'Arc), mangeant du cochon et buvant du vin, que tout opposerait donc « aux Noirs et aux Arabes musulmans d'aujourd'hui ». La réalité historique n'a rien à voir avec ce mythe identitaire et ce folklore enfantin. Si l'on pouvait remonter dans le temps et expliquer à monsieur Vercingétorix qu'il est le symbole de la France éternelle, il en resterait certainement interloqué et se demanderait de quoi on lui parle ! En réalité, la notion même de « Gaulois » est une invention du conquérant romain pour désigner les peuples celtes qui habitaient le centre et le sud-ouest de l'actuelle France.

Dans la réalité, qu'est-ce que « la France » et de quand date le sentiment d'« être Français » ?

Tout ceci est très récent à l'échelle historique. C'est largement le résultat de processus militaires et diplomatiques qui n'ont rien à voir avec les obsessions identitaires à la Zemmour. Concernant le territoire, les frontières de la France ne sont stabilisées que depuis peu et bien des régions demeurent particulières au regard de leur identité. On pense bien entendu tout de suite aux territoires ultra-marins, à la Bretagne, à la Corse et au Pays basque. Mais on pourrait aussi parler de l'Alsace et de la Lorraine, de la Franche-Comté et de la Savoie. La région de Nice et une partie de la Savoie ne sont françaises que depuis le Traité de Turin en 1860. Quant aux dimensions culturelles, jusqu'à la Première Guerre mondiale, les identités et les langues parlées étaient avant tout régionales et non nationale. Bref, *il n'existe pas depuis des millénaires ni même depuis des siècles un pays qui s'appellerait la France, où tout le monde parlerait une langue qui s'appellerait le Français, où tout le monde serait chrétien (encore moins catholique), où tout le monde serait blanc de peau et mangerait du saucisson...* La réalité historique, c'est une histoire chaotique de guerres entre des peuples et des dynasties venus des quatre coins d'Europe, des invasions successives, des colonisations successives, des langues et des cultures très différentes, des entités régionales unifiées surtout par les guerres, une identité nationale et un patriotisme également forgés principalement par les guerres, le tout sur un territoire dont les frontières mouvantes ne se sont définitivement fixées en métropole que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le résultat de cette histoire, c'est un pays métissé et multiculturel, ce qui n'empêche pourtant nullement les individus de se sentir Français et de célébrer positivement cette identité comme en témoigne notamment le sport. Regardez les équipes de France dans à peu près n'importe quelle discipline : quelle plus belle leçon de mixité, de métissage et de tolérance que celle donnée par les sportifs ? C'est pourquoi je dis que, *avec leur folklore gaulois, blanc et catholique, les nationalistes sont en réalité des imposteurs et des usur-*

pateurs tentant de s'accaparer une mémoire et un héritage collectifs qui ne leur appartiennent pas plus qu'à tous les autres citoyens français et dont ils dégradent profondément la richesse et l'intégrité. Leur France imaginaire constitue une trahison de la France réelle. Mais j'insiste aussi pour dire que ces discours nationalistes aveuglants et déformants ne se rencontrent pas seulement à l'extrême droite. Cela concerne aussi une partie de la gauche politique héritière du laïcisme idéologique de la III^{ème} République.

Vous estimez donc qu'une partie de la gauche politique est responsable du succès des idées d'extrême droite ?

Oui, je sais que, dit comme ça, cela peut choquer. Je m'explique. La gauche politique ignore bien souvent que les mythes nationalistes ont été forgés d'abord par la République. L'idéal égalitaire et universaliste de la Révolution française suppose la fin de tout type d'inégalités entre les citoyens au nom de particularismes locaux, historiques, ethniques ou religieux. C'est un idéal philosophique qui a besoin de concevoir le citoyen comme un individu abstrait, égal car identique à tous les autres. Il s'est incarné dans la figure du citoyen-soldat défendant la République comme dans celle du « sans-culotte » transcendant les classes sociales. Politiquement, cet idéal a eu notamment pour conséquences l'émancipation des Juifs dès 1791, l'intégration des colonies à la République en 1792 et l'abolition de l'esclavage en 1794. Il a également entraîné une politique de déchristianisation. Mais il a également conduit à la répression sanglante des prêtres réfractaires comme à la destruction d'une partie du patrimoine religieux, et il a été une des causes des révoltes paysannes qui se déclenchent un peu partout en France dans les années qui suivirent la Révolution. Les principales, qui eurent lieu dans l'Ouest de la France et notamment en Vendée entre 1793 et 1796, ont pris l'allure d'une guerre civile qui a vu se commettre de véritables atrocités et qui a fait entre 200 000 et 250 000 morts. Il faut donc se garder de toute célébration béate de l'universalisme républicain à la française. Il s'agit aussi d'une idéologie radicale qui, comme toute radicalité, opère une simplification violente dans une réalité humaine complexe. D'autres modèles, comme celui des États-Unis d'Amérique, promeuvent théoriquement les mêmes idéaux égalitaires entre citoyens en s'accommodant de nombreuses formes de diversités et de communautés, et en protégeant leurs droits. Le mal français réside peut-être dans l'incapacité à comprendre que l'égalité ne signifie pas l'identité, que la société des égaux n'est pas la société des clones. Le risque inhérent au mythe républicain français est la confusion entre le Sujet philosophique et juridique (pour lequel on proclame l'égalité des droits et l'égalité de traitement) et l'individu réel qui a nécessairement une origine géographique, une famille, un genre, un métier, des opinions politiques et religieuses, des goûts divers et variés. Cette confusion aboutit à la négation de tous les particularismes qui font pourtant la richesse des identités individuelles et collectives et la richesse culturelle d'un pays. Cette conception républicaine qu'on pourrait presque dire intégriste de la citoyenneté déshumanise l'individu en fin de compte. Au demeurant, l'universalisme républicain abstrait s'est heurté d'emblée aux inégalités hommes/femmes et aux inégalités colonisateurs/colonisés, sans pouvoir jamais les surmonter.

Après l'expérience de la Révolution, la Troisième République a repris et poussé encore plus loin cette idéologie. Comme l'écrit très bien Maurice Agulhon, « Sous la III^{ème} République, il devient vite évident que la Nation-France est l'objet non pas d'une mais de deux sacralisations, celle de la gauche qui y voit le soldat des principes de 1789, celle de la droite qui y voit la Communauté terrienne naturelle. L'âpreté des conflits entre droite et gauche ne saurait faire oublier le fait que ces deux nationalismes, partis de principes opposés, cumulent leurs leçons pratiques ». Le nationalisme n'est donc pas seulement un héritage d'extrême droite, il est aussi « une composante essentielle du républicanisme » (Claude Nicolet). C'est ce nationalisme républicain qui s'est réveillé en France en 1989 avec l'affaire du foulard et qui a de facto fait front commun avec le nationalisme raciste. Ces deux mythes nationalistes partagent une même incapacité à penser le pluriel, la diversité, le métissage, de même par ailleurs que les discriminations. C'est une sorte de formatage intellectuel qui nous conduit à penser que, pour être un « vrai Français », il ne faut parler qu'une seule langue, n'avoir qu'une seule identité, une seule appartenance, et, bien entendu, ne pas avoir de religion. Ce formatage nous conduit inversement à penser qu'il ne serait pas possible, par exemple, de se définir à la fois comme français, républicain, breton, musulman et végétarien. Or ce genre de bricolage identitaire est devenu banal de nos jours dans la société française, comme dans toutes les sociétés occidentales de ce début de 21^{ème} siècle. Voilà pourquoi je dis qu'une certaine gauche républicaine nationaliste nous éloigne tout autant que l'extrême droite d'une bonne compréhension de ce qu'est la société française aujourd'hui, et donc d'une bonne réflexion sur l'organisation du vivre-ensemble.

Pourquoi cette peur, ce rejet parfois viscéral des Arabes et des Noirs en France ?

L'obsession pour la blancheur de la peau, et la dévalorisation parallèle des peaux non blanches, est un héritage à la fois du racisme ordinaire (commun à presque toutes les sociétés humaines), des modes de catégorisation de la pensée coloniale et de la conceptualisation des races humaines dans la pensée biomédicale eu-

ropéenne. C'est un élément central de l'imaginaire nationaliste. Il repose sur une conception « organiciste » de la société (Nicolas Lebourg), c'est-à-dire l'assimilation de cette dernière à un organisme vivant défendant son intégrité contre les impuretés jadis raciales (d'où la haine du métissage), aujourd'hui plus souvent culturelles (d'où la haine du multiculturalisme et, par exemple, le fait de ne pas supporter que des citoyens français aient des prénoms autres que ceux du calendrier grégorien). Pour préserver cette « pureté », il s'agit donc de dénoncer les envahisseurs barbares ou les ennemis de l'intérieur. À la fin du 19^{ème} siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, cet ennemi s'appelait le Juif. Puis, avec la Guerre d'Algérie, il est devenu l'Arabe. *Et depuis que le Front National est devenu une force politique importante, en quête de respectabilité, cet ennemi est devenu tour à tour l'immigré, le musulman et plus récemment le migrant.*

Le moins que l'on puisse dire est que cet imaginaire racial ou « puriste » de la pensée nationaliste est totalement déconnecté de la réalité. Pour commencer, il constitue une incroyable insulte aux près de trois millions de Français d'outre-mer, qui n'ont pour la plupart pas la peau blanche. Ensuite, il est une insulte à l'ensemble de notre société et de son histoire comme on vient de l'évoquer. Et cette stupidité raciste persiste hélas, et continue à nous empoisonner la vie. Un exemple : en décembre 2019, au concours Miss France 2020, l'élection d'une jeune femme guadeloupéenne à la peau noire avait déclenché une vague de messages racistes sur les réseaux sociaux. Or ce choix était celui des téléspectateurs, qui avaient du reste élu l'année précédente une polynésienne. On comprend ici à quel point ces vieilles idéologies nationalistes sont déconnectées de la société contemporaine. D'ailleurs, il ne faut surtout pas croire que tous les gens qui votent pour Zemmour ou Le Pen partagent nécessairement ces stéréotypes racistes. Beaucoup votent actuellement à l'extrême droite pour crier leur ras-le-bol total des élites néo-libérales mondialisées qui nous gouvernent en nous méprisant, et on les comprend. Mais ils feraient bien de prendre au sérieux la question du racisme.

L'augmentation de l'insécurité et de la violence est un autre argument majeur de l'extrême droite, et pas que d'elle. Se vérifie-t-elle par l'analyse des faits ?

Je vais résumer rapidement la démonstration chiffrée que je fais dans le livre. Bien entendu, une partie des auteurs d'actes de délinquance dans la société française actuelle sont des personnes appartenant à une première ou une deuxième génération d'immigrés. Il est difficile de le mesurer au niveau national, seule la distinction juridique entre Français et Étrangers étant connue. C'est ainsi qu'on constate d'abord que plus de 85% des personnes condamnées par la justice en France sont de nationalité française. Dans le détail, la proportion d'étrangers ne s'élève véritablement que dans les cas qui concernent par définition des étrangers, et dans une moindre mesure dans les vols. Le calcul serait plus pertinent si l'on retirait notamment les délits à la police des étrangers, les conduites sans permis, les défauts d'assurance, les situations de travail illégal, les infractions douanières et les faux documents. La part des étrangers condamnés tomberait alors à environ 11 %. Cela reste certes supérieur à leur poids dans la population générale (qui est d'environ 7 %), mais l'écart est déjà moindre. Et il le serait davantage encore si l'on pouvait distinguer, parmi les étrangers condamnés, ceux qui résident légalement ou illégalement en France ainsi que ceux qui n'y résident pas (les touristes – ils ont été 98 millions à entrer en France en 2023 ! – et les transfrontaliers). Une telle étude n'existe pas.

D'autres recherches ont été menées à partir de dossiers judiciaires, en codant l'origine des personnes à partir de la consonance de leurs patronymes, ce qui permet cette fois-ci de prendre en compte aussi les descendants des immigrés. Pour résumer, dans les grandes agglomérations, les étrangers et leurs descendants sont effectivement sur-représentés parmi les auteurs de petites et moyennes délinquances économiques (vols et cambriolages) ainsi que dans ces indicateurs de conflits sociaux que sont les dégradations, les outrages et rébellions envers les policiers ainsi que les usages et la revente de drogues. Mais c'est déjà beaucoup moins vrai en dehors des grandes agglomérations, où la délinquance existe également (et depuis toujours). A contrario, les étrangers et leurs descendants sont quasi absents de la délinquance économique et financière. Quant aux violences interpersonnelles, les étrangers et leurs descendants sont très impliqués dans les bagarres entre bandes de jeunes, phénomène typique des quartiers pauvres urbains depuis la fin du 19^{ème} siècle (donc bien avant les immigrations maghrébines et africaines subsahariennes). En revanche, ils sont largement minoritaires parmi les auteurs de violences conjugales. En résumé, les descendants d'étrangers sont surtout présents dans les types de délinquance qui sont typiquement celles des milieux défavorisés, mais qui sont également les formes de délinquance les plus visibles, les plus simples et donc les plus réprimés par la police et la justice. Une deuxième série de résultats de la recherche porte sur le traitement discriminatoire dont sont victimes les étrangers et leurs descendants de la part des institutions pénales. La première pratique discriminatoire concernée est celle des contrôles de police sur la voie publique, qui ciblent les étrangers et leurs descendants en raison de leur couleur de peau. C'est ce que l'on appelle en France les « contrôles au faciès », dans d'autres pays le « profilage ethnique ». Les mécanismes de cette dis-

crimination sont connus de longue date et se rencontrent dans de nombreux pays du monde. Les sociologues ont montré qu'ils font en effet partie de la « culture policière ». *Ces discriminations se sont toutefois renforcées depuis 2002 et l'avènement de la « politique du chiffre », l'arrestation d'étrangers en situation irrégulière ainsi que de consommateurs de cannabis ayant été l'un des moyens permettant aux policiers et gendarmes de répondre à l'injonction politique d'augmenter leurs taux d'interpellation et d'élucidation.* Ensuite, les recherches montrent que, à infractions égales, les étrangers sont plus lourdement sanctionnés que les nationaux, notamment plus souvent placés en détention provisoire puis plus souvent condamnés à des peines de prison, avec moins de sursis et des peines plus longues. Il ne s'agit pas là d'une discrimination volontaire de la part des magistrats mais plutôt d'une sorte de cercle vicieux qui repose sur *des situations de précarité à la fois juridique et sociale* : les étrangers poursuivis pour des infractions commises sur le territoire français présentent moins souvent que les nationaux des « garanties de représentation » au procès (domicile, situation familiale, emploi). Dans de nombreuses situations, les magistrats ont donc plus fréquemment recours à la procédure de comparution immédiate au terme de laquelle les étrangers sont plus souvent envoyés en prison.

Pour toutes ces raisons, les étrangers et leurs descendants sont donc particulièrement visibles dans le système pénal, beaucoup plus que ce que justifierait leur poids véritable dans les délinquances. En réalité, chez les immigrés comme dans le reste de la population, la délinquance ne concerne qu'une toute petite minorité de personnes ou de familles. Cela est vrai dans n'importe quelle ville et cela reste vrai à l'échelle du plus dégradé des quartiers de cette ville. Dès lors, en toute logique, si la délinquance avait un lien fondamental avec la condition de migrant ou de descendant de migrant, elle concernerait potentiellement toutes ces populations, ce qui n'est pas du tout le cas. Expliquer le comportement particulier de quelques-uns par une caractéristique générale de toute une population constitue un raisonnement vicié à la base. Et c'est précisément cela, le raisonnement raciste. Les vraies raisons de la délinquance à l'adolescence sont ailleurs, elles sont familiales, scolaires, économiques et sociales. Et c'était déjà le cas bien avant que l'on parle d'immigration pour prétendre expliquer les délinquances.

L'immigration est également pointée du doigt régulièrement à propos de la situation dans les banlieues. Vous avez écrit un livre sur les émeutes de 2005. Il y en a eu également d'importantes en juillet 2023. Est-ce une fatalité compte tenu de la façon dont sont traités les habitants des quartiers les plus défavorisés ?

Vous avez raison d'en parler. La « question des banlieues » joue un rôle très important dans l'audience croissante rencontrée par les discours nationalistes xénophobes depuis la fin des années 1980. Il faut voir la conjonction des événements. *En 1989, c'est l'affaire du foulard, la première d'une longue série.* L'année suivante, éclatent une série d'émeutes dans plusieurs villes pauvres des banlieues lyonnaises et parisiennes. Le mot « émeute » s'impose alors dans le débat public (on parlait simplement de « rodéos » dans les années 1980). Enfin, d'août 1990 à février 1991, se déroule la première Guerre du Golfe, à laquelle la France participe. Quelques slogans tagués sur des murs (du style « Vive Saddam Hussein ») suffisent alors à beaucoup pour fantasmer une population « issue de l'immigration » prête à faire sécession. C'est à partir de là que s'est fixée une nouvelle peur des banlieues, c'est-à-dire une nouvelle peur de leurs habitants et de leur religion. Et c'est probablement à partir de là qu'a véritablement commencé ce que l'on appellera plus tard la « lepénisation des esprits ».

Pouvez-vous en donner des exemples?

Le célèbre discours de Jacques Chirac (alors président du RPR et maire de Paris) à Orléans, en juin 1991. Avant de parler « du bruit et des odeurs » (des immigrés), il déclare : « Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes et ça fait une différence. Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous, ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs ». Quatorze ans plus tard, en 2005, la France connaît d'importantes émeutes qui touchent à des degrés divers plusieurs centaines de quartiers et qui déclenchent un vent de panique au sommet de l'État, conduisant au décret de l'état d'urgence en application de la loi du 3 avril 1955 prise au temps de la Guerre d'Algérie et utilisée seulement à une seule reprise depuis, en Nouvelle-Calédonie en 1985. Les discours xénophobes et islamophobes se sont alors déchaînés de plus belle, non seulement à l'extrême droite mais aussi au sein de la droite dite républicaine. *Souvenons-nous de Nicolas Sarkozy dénonçant l'« islamisme radical » qui n'avait pour tant rien à voir là-dedans, ou encore du président du groupe UMP à l'Assemblée Nationale, Bernard Accoyer, estimant que la polygamie était l'une des causes des émeutes. Le Front national n'avait plus rien à faire, il pouvait se contenter d'engranger les nouvelles adhésions (12 000 selon ses dires).* Dans l'année qui suit, naissent les sites Internet « Novopress », « F de souche » et « Riposte laïque », puis l'association « Égalité et réconciliation ». L'extrême droite déclenchait ainsi une grande opération de communication sur Internet qui allait considéra-

blement élargir son audience. Et N. Sarkozy – encore lui – leur donnera au fond raison dans sa campagne pour l'élection présidentielle de 2007, en annonçant la création d'un ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale, sur une idée de son conseiller politique Patrick Buisson, ancien militant d'extrême droite tendance Algérie française. Donc, une fois encore, comment s'étonner de la banalisation des idées d'extrême droite ?

Et il s'est passé la même chose avec Emmanuel Macron et son ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin ces dernières années.

Il n'y a donc (hélas) rien de nouveau sous le soleil du point de vue politique. Et rien de nouveau sur le fond non plus. La géographie de la concentration des problèmes sociaux est grosso modo la même. Les caractéristiques des quartiers émeutiers aussi. S'y concentrent la pauvreté monétaire, l'échec scolaire et les études courtes, le chômage et les emplois précaires (conséquence de l'échec scolaire mais aussi des discriminations à l'embauche), les problèmes de santé et les conflits intra-familiaux. Les adolescents en échec scolaire et sans perspective d'emploi se reconforment tant bien que mal dans des bandes de copains/voisins, générant régulièrement des violences collectives dans et autour les établissements scolaires. En réalité, ils sont largement condamnés à « la débrouille » et au « système D », à moins que ce ne soit au « plan B » que constitue pour certains les réseaux de revente de drogues.

Si vous ajoutez à cela la violence des relations quotidiennes avec la police (que tous les émeutiers que nous avons interrogés en 2005 dénonçaient avant toute autre chose), vous avez un concentré de colère et de rancœur qui explose régulièrement.

Que faire ? Depuis maintenant plus de quarante ans, l'État gère ces quartiers en alternant la carotte (la politique de la ville) et le bâton (la pression policière). Au gré des gouvernements, la carotte est plus ou moins importante et le bâton plus ou moins dur, mais le principe ne change pas. Et surtout il ne produit aucun changement significatif. Certains y voient une fatalité, ainsi que la preuve que les descendants des immigrés « ne veulent pas s'intégrer ». C'est une grosse bêtise compte tenu de tout ce que nous venons de dire. Mais le problème n'est pas la récupération xénophobe qui est faite du thème des banlieues. Le problème c'est qu'il n'y a pas grand monde en face pour défendre politiquement les habitants de ces quartiers et pour imaginer de vraies actions positives qui réduiraient cette fracture sociale comme on disait à une époque.

À quel point ces obsessions sécuritaires et migratoires se trouvent instrumentalisées par une partie des journalistes ?

Je considère que beaucoup de journalistes jouent un double jeu. Ils se lèvent comme un seul homme et vont même jusqu'à faire la police de la pensée dans leurs propres rangs durant les périodes électorales, pour rappeler à tout le monde les dangers de l'extrême droite. On le voit très bien ces dernières semaines. Mais *tout au long de l'année, ils empilent les sujets sur les faits divers criminels et laissent les politiciens de tout bord raconter n'importe quoi sur l'insécurité comme sur l'immigration.* Il y a dans tout ça un côté pompiers-pyromanes qui pose fortement question.

Je me souviens, il y a quelques années, de la sortie d'un livre intitulé *La France, Orange mécanique*, qui a connu apparemment un succès en librairie. Il était écrit par un jeune journaliste d'extrême droite dissimulé sous un pseudonyme (Laurent Obertone), préfacé par un ancien militant d'extrême droite (Occident, Ordre Nouveau) également masqué derrière un pseudonyme (Xavier Raufer). À grands coups de faits divers plus ou moins tronqués et de statistiques plus ou moins authentiques, ces auteurs dénonçaient « l'ensauvagement d'une nation » et « l'explosion de la délinquance » du fait d'une immigration croissante. « Ce livre, vous devez absolument le lire et le faire lire », s'était alors écrié Marine Le Pen dans une vidéo spécifiquement consacrée au livre, et mise à la Une du site Internet de son parti. Le « plan médias » de l'éditeur avait ainsi fonctionné à merveille. Certes, je n'avais pas été étonné de lire des chroniques élogieuses de ce livre dans Minute et Valeurs actuelles, sur le site Atlantico, ainsi que sur Boulevard Voltaire, ni d'entendre le livre recommandé dans l'émission de télévision de MM. Zemmour et Naulleau sur Paris Première. J'avais déjà été davantage surpris lorsque j'avais vu paraître des articles dénués de critiques dans Le Point et Les Échos. Et j'avais été franchement inquiet lorsque j'avais été contacté par France Inter pour venir donner la réplique à l'auteur de ce livre, comme s'il le méritait. J'avais refusé bien sûr, car la seule force de ce livre résidait dans son plan Com. Mais pourquoi faire tant de cas d'un livre aussi biaisé par les partis-pris idéologiques de son auteur ? Et comment s'étonner et s'effrayer ensuite des succès électoraux de ceux qui propagent ces stéréotypes xénophobes ? Est-ce de la bêtise, de l'hypocrisie, de la désinvolture, de la soumission à des injonctions hiérarchiques, du conformisme ? Je ne saurais dire.

Entretien mené par Robin DELOBEL, 27 juin 2024
Source: Investig'Action

Bolloré offre un super job à un néo-nazi ultra-violent



Discrimination positive entre riches d'extrême droite. Si vous êtes nazi et pratiquez la lutte armée, que vous êtes à la tête d'une milice violente et que vous avez été condamné pour des agressions racistes et fascistes, si vous posez avec des symboles SS, des croix gammées, et que vous avez le corps couvert de tatouages à la gloire du Troisième Reich : bonne nouvelle, non seulement vous serez protégé par les autorités, mais en plus le milliardaire Bolloré peut vous offrir un job bien payé et reposant !

Selon une enquête du média la Lettre, Marc Caqueray-Valmeunier, néo-nazi issu d'une famille de l'aristocratie, est employé depuis janvier dans l'équipe de gardiennage d'une île bretonne qui appartient à Bolloré. Il s'agit de l'île privée du Loc'h. Le nazi est chargé de la surveillance du seul bâtiment de l'île, de tâches d'entretien et d'approvisionnement. « Dans les prochaines semaines, il encadrera quelques-unes des messes ouvertes au pu-

blic, organisées à la demande de Vincent Bolloré depuis cinq ans sur l'île ». Des messes où doit se rendre le milliardaire d'extrême droite.

Marc Caqueray-Valmeunier, rejeton de la noblesse fin de race, commandait un groupe néo-nazi violent nommé « Zouaves Paris » aujourd'hui dissous. Il est issu d'une grande famille du fascisme français, puisque son oncle est aumônier pétainiste et traditionaliste tandis que son cousin est un ancien candidat du RN. Champion d'arts martiaux, il commet régulièrement des agressions contre des militants de gauche, notamment pendant l'épisode des Gilets Jaunes, puis a organisé l'attaque d'un bar antifasciste parisien. En 2020 il diffuse une photo de lui, kalachnikov à la main, treillis sur le dos et symbole SS sur son gilet. C'était en Arménie, où le conflit contre l'Azerbaïdjan est vu comme une guerre sainte pour l'extrême droite. Il s'est aussi rendu en Ukraine auprès du bataillon néo-nazi Azov.

Impliqué dans de nombreux actes de violence, Marc Caqueray-Valmeunier a continué ses agressions à Paris en toute impunité. En janvier 2022, alors que le groupe Génération Identitaire avait été dissout, une « marche » néofasciste était organisée par ce même groupuscule à Paris. La Préfecture avait laissé faire. Caqueray, pourtant sous contrôle judiciaire, avait alors tabassé un passant. Condamné à un an ferme, il était relâché en express, dès le mois de mars.

La même année, le 14 décembre 2022 à Paris, une bande de plusieurs dizaines de militants d'extrême droite cagoulés était arrêtée en possession de sacs remplis d'armes. Ils s'apprêtaient à aller tabasser, voire tuer, des supporters marocains sur les Champs-Élysées dans le cadre de la coupe du Monde. À leur tête : Marc De Caqueray-Valmeunier, encore lui. Ce dernier avait vite été relâché par la justice, malgré ses nombreuses poursuites et condamnations. En effet, le nazi bénéficiait d'une promesse d'embauche en tant que DRH dans le luxueux XVIème arrondissement de Paris, ce qui justifie sa remise en liberté. Rien que ça. Un job de dirigeant obtenu à la sueur de son front, sans doute.

L'équivalent du dixième d'un tel pédigrée du côté anticapitaliste ou si vous avez grandi en banlieue vous envoie immédiatement en prison sous régime anti-terroriste. Des antifascistes ont purgé des mois de cellule pour de vagues soupçons de « violences » contre l'extrême droite, parfois sans même qu'il n'y ait le début d'un procès. La jeunesse non-blanche se fait tuer par la police pour des outrages et des refus d'obtempérer. Mais Marc Caqueray-Valmeunier peut, malgré ses contrôles judiciaires, multiplier les agressions, manier des armes et même décrocher un boulot en or grâce à ses contacts chez les ultra-riches.

Cette affaire pourrait être anecdotique, mais elle révèle le pourrissement avancé de notre pays. Un milliardaire qui possède un empire médiatique, dont Cnews qui est devenue la « première chaîne d'information »

cette année, ne cache même plus son soutien matériel à des nazis. Souvenons-nous que Bolloré reconnaît lui-même qu'il utilise ses médias pour un « combat civilisationnel », et que c'est lui qui a mis en œuvre la coalition entre LR et le RN pour précipiter un régime d'extrême droite en France il y a tout juste quelques semaines. Ses proches sont donc des nostalgiques d'Hitler.

De son côté, la grande bourgeoisie d'extrême droite est totalement ensauvagée, et ses enfants passent à l'acte et s'organisent pour provoquer une guerre raciale, en toute impunité.

CONTRE ATTAQUE
31 juillet 2024

Source : La Lettre

Photos : Street Press

<https://contre-attaque.net/2024/07/30/bollore-offre-un-super-job-a-un-...>

URL de cet article 39769 : <https://www.legrandsoir.info/bollore-offre-un-super-job-a-un-nazi-ultra-violent.html>

Imane Khelif : L'Amazone qui a donné une leçon de dignité à l'Occident

« Chère Imane à l'issue de votre combat de jeudi permettez- moi de vous proposer mon soutien après ce qui doit être un moment très difficile (...) En ce moment particulier, je vous exprime toute mon affection, je vous invite à rester forte et à vous concentrer sur vos performances sportives et vous adresse mes meilleurs vœux. Bien à vous »
Thomas Bach : Président du CIO, Message, Paris le 3 août 2024



Résumé

Jamais dans l'histoire des compétitions, la dimension raciale n'a été utilisée. Sinon comment expliquer la coalition de la droite, la plus chauvine qui va de Trump à Elon Musk. À Georgia Meloni, son Premier ministre, celui de la Hongrie et celui d'Argentine qui comme un « seul homme » ont attaqué Imane Khelif. Après les preuves notamment fournis par le père de Imane, avec des photos de Imane à différents âges. Rien n'y fit. Ils persistent et signent dans l'erreur et le mépris d'une « bougnoule » qui ose défier une blanche dans la civilisation occidentale sur le déclin moral veut continuer à dicter la norme. Pourtant la Chine dont la boxeuse est arrivée en finale n'a pas versé dans le mépris, au contraire on a vu la boxeuse chinoise embrasser Imane Khelif après le combat.

Deux semaines après les JO, le temps de l'anamnèse est venu. Ce qu'il faut retenir que le combat d'Imane Khelif est un combat multidimensionnel. Ce n'est pas tant le genre qui est convoqué mais il a servi de détecteur à un complot qui est celui de démolir la boxeuse comme victime collatérale de la lutte entre l'IBA et le CIO et par-dessus tout s'en prendre à une athlète d'un pays arabe musulman. Thomas Bach Le patron du CIO a dénoncé les campagnes haineuses en déclarant: « de prendre part à une forme de guerre culturelle, parfois politiquement instrumentalisée ».



Capture d'écran. Source : The Independant

Autopsie du complot ourdi par l'IBA et l'Italienne Angela Carini

Le début de cet acharnement sur Khelif a démarré suite à son combat face à l'Italienne Angela Carini. Une boxeuse qui n'a pas fait le poids face à une athlète bien préparée, rien d'autre. Il faut rappeler que les larmes de Carini ont aussi coulé en 2021, à Tokyo, suite à sa défaite dès le premier combat. » « Je dois vous dire, en premier, que Carini me connaissait déjà auparavant. Elle me connaissait très bien, même puisqu'on a fait pas mal de stages ensemble », dit Khelif. Ainsi, malgré sa rédemption auprès de Khelif, Carini a été de très mauvaise foi, en livrant des déclarations qui ont propulsé la haine envers notre boxeuse, à un niveau jamais atteint. Une malveillante manœuvre pour empêcher le chèque de 100 000 dollars ? La fierté nationale ajoute, « je suis une habituée des stages fermés en Italie. J'ai fait la plupart de mes préparations en Italie. C'est là-bas que j'ai rencontré Angela Carini. Même ses entraîneurs me connaissent depuis mon plus jeune âge. Ils ont essayé de tirer profit de cette polémique pour me déstabiliser. On boxait ensemble à Assise pourtant... ».(1)



L'Irlandaise Amy Broadhurst, qui l'a battue en 2022, lui avait apporté son soutien sur la plate-forme X : « Elle est née comme ça et ce n'est pas quelque chose qu'elle contrôle. Le fait qu'elle ait été battue par neuf boxeuses en dit long. » Et la boxeuse de demander d'« arrêter le harcèlement » d'Imane Khelif. Angela Carini s'est, elle, dite « attristée » par la polémique et « désolée » pour son adversaire » (1).

La boxeuse au mental d'acier qui s'est battue contre le monde de la fachosphère :

Mustapha Benfodil a raison de résumer la kabbale :

« Elle s'est battue au premier tour contre l'Italienne Angela Carini, puis en quarts de finale contre l'Hongroise Hamori Anna Luca. Mais Imane Khelif s'est aussi battue contre des légions de « haters », dont quelques célébrités, aux commentaires malveillants, mettant en doute sa féminité : Elon Musk, Donald Trump, Giogina Meloni, Piers Morgan, J. K. Rowling... Une épreuve violente dont notre championne est sortie grandie, portée en triomphe par tout un peuple. « Elle est née femme, boxe en tant que femme. » (2)
« Nous assistons à une véritable campagne de harcèlement politico-médiatique contre notre championne, avec des relents de racisme absolument nauséabonds. Il a été reproché à Imane, pour aller vite, de boxer dans une catégorie qui n'est pas la sienne. Et ce n'est pas en termes de poids que le problème est posé mais en termes de genre. La boxeuse présenterait un niveau élevé de testostérone qui ferait d'elle plutôt une athlète « masculine ». Face à cette déferlante de haine, la talentueuse boxeuse algérienne, a fort heureusement été défendue par le CIO. Outré, le Comité olympique algérien a, de son côté, immédiatement volé à la rescousse de celle qui incarne l'Algérie qui gagne, à la loyale, à travers un communiqué fustigeant ces allégations fallacieuses et outrancières. La veille du match de quarts de finale, l'Hongroise « a déclenché les hostilités à l'encontre de Khelif via de nombreuses stories publiées sur Instagram où elle a partagé de multiples posts offensants contre l'Algérienne : « C'est la femme qui va combattre un boxeur demain ». (2)

Poursuivant le réquisitoire pour cette cause juste, il écrit :

« Le soutien de la Fédération internationale de boxe à Angelina Carini ne s'arrête pas aux mots. Elle a proposé une juteuse récompense à la boxeuse battue par l'Algérienne. « L'in vraisemblable geste de l'IBA, qui va donner 100 000 dollars à l'Italienne Carini, après son abandon polémique contre l'Algérienne Khelif », titre RMC Sport. Imane Khelif a écrit une page historique pour l'Algérie, en remportant la Médaille d'Or, dans la catégorie des -66 kg aux Jeux Olympiques de Paris 2024, après une finale magnifiquement maîtrisée contre la Chinoise Yang Liu. Cette victoire est une réponse éclatante aux attaques vicieuses qu'elle a subies au début des Jeux, où son identité sexuelle a été remise en question par certains, amplifiés par le cyber-harcèlement et le racisme. C'est là tout le paradoxe des pseudo-féministes qui, au nom de la défense des femmes, s'en prennent à une femme qui incarne la force et le courage. Ces attaques, loin de l'affaiblir, ont été le carburant de sa victoire éclatante. L'âme algérienne, dans toute sa profondeur et sa résilience, a brillé à travers Imane, qui est devenue, à travers cette épreuve, une figure de force et de solidarité ». (2)

« À tous ceux qui, comme elle, doivent se battre dans l'ombre contre l'injustice, Imane "Fahla" Khelif montre le chemin : continuez à vous battre, car même les tempêtes les plus violentes finissent par s'apaiser ! En remportant sa Médaille d'Or, dans un contexte aussi agité, Imane Khelif est devenue une véritable héroïne au pays... Pendant plusieurs jours, elle a traversé les critiques et les polémiques pour finalement achever son parcours olympique portée en triomphe dans un stade de Roland-Garros en fête et totalement acquis à sa cause. Elle a battu en finale, aux points à l'unanimité des juges, la Chinoise Yang Liu, championne du monde en titre. Imane Khelif, 25 ans, apporte à l'Algérie son deuxième titre des Jeux olympiques de Paris après l'or de Kaylia Nemour en gymnastique » (2).

La similitude avec une héroïne d'un film américain « *Million dollar baby* »

Un film américain avec Clint Eastwood décrit le comportement d'une boxeuse au mental d'acier :

« Maggie est une véritable championne. Elle a l'honnêteté intellectuelle, quitter la médiocrité d'une vie que l'on ne supporte plus. Maggie plaque le peu qu'elle a pour se mettre littéralement en danger, en montant sur le ring. C'est le combat d'une vie, la sienne. Elle part de très loin puisqu'elle n'a ni expérience, ni entraîneur. Sa détermination va convaincre Frankie de l'accompagner. Avec lui, elle va tout apprendre. Sa persistance impressionne le vieux grincheux qui accepte, enfin, de la prendre sous son aile. Il va en faire une machine à KO au point que plus personne ne veut boxer contre elle. Tous ces coups encaissés pour finalement affronter un adversaire qui joue contre les règles, Maggie est victime d'une cruelle injustice, inacceptable pour Frankie. Lui qui avait promis que rien ne pourrait arriver si Maggie suivait ses conseils. C'est presque naturellement que Maggie doit affronter la championne Billie « The Blue Bear » Osterman connue pour boxer sale. Le combat est serré. Maggie s'accroche et ne peut éviter un coup bas de son adversaire. Maggie se brise les cervicales. Heureusement le match se termine d'une façon plus heureuse pour notre championne » (3)

La revanche élégante d'Imane Khelif, Médaille d'Or de boxe

Pour la finale tant attendue, l'enceinte de Roland-Garros était une nouvelle fois, verte de monde. Accueillie sur le ring aux cris « d'Imane ! Imane ! », des Algériens qui ont fait durer le plaisir longtemps dans le stade pour voir leur deuxième médaille d'or de ces JO se voir remettre sa breloque.

« Elle aura répondu de la plus belle des manières. Avec ses poings, à la régulière, dans le ring et en conquérante. (...) Dès les premières compétitions, les fans algériens ont marqué de leur empreinte les tribunes des différentes installations olympiques des jeux. Drapés dans les couleurs vert, blanc et rouge du drapeau national, ils ont su se faire entendre avec leurs chants et leurs encouragements, créant une atmosphère unique et électrique » (4).

« Le son des youyous et les "One, Two, Three Viva l'Algérie" résonnent dans les stades, ajoutant une touche de chaleur et de convivialité à ces moments de compétition intense. Khelif, les larmes aux yeux, a chaudement remercié ses supporters, à l'issue de sa qualification historique, en finale de la catégorie (66 kg): « Sentir cette chaleur et ce soutien est indescriptible. Nos supporters nous donnent des ailes. » La Communauté nationale à Paris a également organisé plusieurs événements en marge des compétitions, créant des espaces de rencontre et de partage pour les fans et les familles des athlètes. Malgré la distance et les défis, les supporters algériens ont prouvé qu'ils pouvaient créer une ambiance de fête et de soutien pour leurs champions. Leur présence vibrante et leur passion pour le sport ont fait des Jeux Olympiques de Paris 2024 une expérience mémorable, non seulement pour les athlètes, mais aussi pour tous ceux qui ont eu la chance de partager ces moments uniques. (4)



Capture d'écran. Source : Unicef

Imane Khelif et sa dimension femme, son autre atout

« La médaillée d'or de boxe féminine aux Jeux olympiques de Paris écrit Vicoria Hidoussi a dévoilé une nouvelle mise en beauté ultra féminine. Imane Khelif, la championne olympique de boxe, apparaît métamorphosée. L'Algérienne pose fièrement face à la caméra, les bras croisés, avec un grand sourire aux lèvres et parée de sa médaille d'or autour du cou ». Imane « n'a pas cherché à changer son apparence pour s'adapter aux moules dans lesquels le monde veut nous enfermer ». (...) Elle peut être féminine et élégante quand elle le souhaite, mais sur le ring, elle n'a pas besoin de décorations ni de talons hauts. Vous avez juste besoin de stratégie, de force et de punch, qui sont l'essence de sa personnalité ». (5)

Ce qu'a fait Imane Khelif pour le vivre-ensemble

Après avoir terrassé ses adversaires sur le ring et remporté la médaille d'or, la championne olympique Imane Khelif entame désormais une bataille judiciaire contre ses « harceleurs ». Elle a une dimension atemporelle : Qui a défendu Imane Khelif à Paris ? À ma connaissance, ce sont les Algérien(e)s de cœur. Nos élites off shore courageusement aphones n'ont pas été perturbé par la chasse à la sorcière en l'occurrence Imane Khelif pour délit de résilience. Ces messieurs sont muets quand il s'agit des bonnes causes.

Par contre gloser ad nauseam sur leur pays leur vaut de continuer à émarger au râtelier de ces instances, avec en prime, le mépris souverain qu'on leur décerne. Un exemple ? On aurait pensé que la coupe étant pleine, quelques plumitifs courageux s'insurgeraient au nom de la morale ! Que nenni ! Ce fut un silence de

cathédrale. Naturellement ce que je dis à propos de ces infects torchons qui méritent un coup de Poing de notre Amazone, se retrouve dans les autres médias et là pas le moindre petit frémissement d'indignation au nom du paléo-ADN de leur récit identitaire renié.

Par contre la Communauté des Algériens expatriés a montré son attachement au pays. Petit rappel, on pense sans raison qu'il y a un clivage entre les Algériens de France. La marche des Beurs, de 1980 a été le tournant qui a permis de souder les Algériens immigrés et les enfants de harkis. Comme l'écrit Abderahmen Moumen :

« Les immigrants algériens et les anciens harkis deviennent aussi un enjeu des relations entre la France et l'Algérie. Il rappelle que "les gouvernements algérien et français ratifient le 11 octobre 1983, à Alger, l'accord Mauroy-Taleb Ibrahimy relatif aux obligations du Service national". Cet accord prévoit que tous les jeunes hommes d'origine algérienne, issus de l'immigration ou anciens supplétifs, toujours considérés comme Algériens, puisqu'ils n'ont pas perdu leur nationalité algérienne selon le droit algérien. Les familles algériennes, harkis ou immigrées, entretiennent des relations sociales quotidiennes, au-delà de la supposée "frontière historique" ».

« Les enfants de harkis sont, finalement englobés dans cette jeunesse immigrée de la deuxième génération et dans les problématiques sociales de l'intégration. (...) Le processus de reconstitution des communautés villageoises en France, qui concerne aussi bien les familles d'anciens supplétifs que d'immigrants algériens, dépasse les déchirements de la guerre d'indépendance, la force des liens familiaux s'imposant même aux parents ex-ennemis. Cette mixité des trajectoires se retrouve au sein de l'Association SOS Minguettes. « La moitié des marcheurs était des enfants de travailleurs immigrés algériens, la moitié des enfants de supplétifs algériens. Et cela a été la rencontre avec une histoire que nous ne connaissions pas, nous jeunes. » (6)

Lors de finale de boxe à Roland Garros les dizaines de milliers d'Algériens (beurs), franco-algériens, français avec une racine algérienne ce que l'on pourrait appeler avec l'analogie des Alsaciens enrôlés dans la Wer-macht ; les « Malgré Eux » (enfants de Harkis) qui ont été projetés dans un conflit qui les dépassait, se sont rencontrés ce jour là pour communier la victoire d'une battante. Bref tout ce beau monde a montré que l'Algérie peut compter sur sa « diaspora indifférenciée » au nom d'un repère identitaire par-delà les situations conjoncturelles à savoir l'ADN initial qui refait surface dans les grandes occasions l'exploit d'Imane n'est pas seulement celui d'un combat mais aussi celui d'un retour aux sources quand il le faut C'est un gage de sécurité et de paix pour l'Avenir qui verra l'Algérie les solliciter. Iman travaille pour le vivre-ensemble en essayant de mettre en place des ponts entre le pays et sa Communauté.

Conclusion

Les athlètes, à juste titre, ont été récompensés pour leur effort. La résilience Imène Khelif est à prendre en exemple. Malmenée par une doxa dont les promoteurs affichent leur impunité, elle a su garder le cap. [...]

Professeur Chems EDDINE CHITOUR
École Polytechnique Alger

Mondialisation.ca, 22 août 2024

Notes

1. Helali Boumediene <https://lagazettedufennec.com/jo-paris-2024-les-revelations-inedites-dimane-khelif-sur-litalienne-angela-carini-video/#> 5 août 2024
2. Mustapha Benfodil <https://elwatan-dz.com/la-boxeuse-au-mental-dacier-qui-sest-battue-contre-le-monde-entier-medaille-damour-pour-imane-khelif> 05/08/2024
3. https://fr.wikipedia.org/wiki/Million_Dollar_Baby
4. Rédaction Crésus <https://www.cresus.dz/?p=119315> 7 août 2024
5. <https://madame.lefigaro.fr/beaute/cheveux-longs-et-maquillage-glamour-le-relooking-radical-de-la-boxeuse-algerienne-imane-khelif-20240816>
6. Abderahmen Moumen <https://books.openedition.org/pupo/23212?lang=fr> p. 201-214

Paysans-artisans vandalisée par l'extrême droite



Sur fond de montée de l'extrême droite, l'association des paysans-artisans A4 à Lannion a été victime à deux reprises d'actes de vandalisme. Ils viennent s'ajouter aux insultes racistes subies quotidiennement par leurs membres.

Finistère, correspondance

« Fuck le Hamas », « FLB » (Front de libération de la Bretagne), « Terroristes »... À deux reprises début juillet, les locaux de l'association A4, situés dans d'anciennes serres industrielles à Lannion (Côtes-d'Armor), ont été vandalisés : une première fois dans la nuit du 2 au 3 juillet, puis à nouveau dans la nuit du 3 au 4 juillet. Outre des tags, des meubles et objets ont été renversés et/ou cassés. « Et un couteau a été retrouvé planté dans une de nos tables », précise Seid, membre de cette association qui vient en aide aux exilés, en les accompagnant vers une activité agricole ou artisanale en vue d'être régularisés.

Ces actes de saccage doublement perpétrés ont eu lieu pendant l'entre-deux-tours des élections législatives anticipées et ce, dans un contexte où l'extrême droite gagne du terrain partout en France. À l'issue du premier tour, sur les 27 circonscriptions de la région, 26 comptaient un candidat du parti de Jordan Bardella au second tour.

Finalement, aucun député d'extrême droite n'a été élu, mais dans la 5e circonscription des Côtes-d'Armor, qui couvre le territoire de Lannion-Trégor, le candidat Rassemblement national (RN) Jean-Yves Le Boulanger a tout de même obtenu au second tour pas loin de 23 000 votes, soit 29,10 % des suffrages. En 2022, le RN n'y avait obtenu que 13,34 % des suffrages avec 7 999 voix. C'est ce même candidat, Le Boulanger, une des nombreuses « brebis galeuses » du RN, qui a d'ailleurs été épinglé sur les réseaux sociaux pour ses propos racistes. Ce dernier se défendait d'être « facho » car, lors d'un rassemblement de motards, le candidat RN y avait été béni « par un curé de couleur », précisant ensuite : « Voyez, je ne l'ai pas écrasé avec ma moto. »



Un couteau a été retrouvé sur place. © Association A4

« Au quotidien, on subit des insultes racistes »

Une deuxième association, Étincelles, qui donne des cours de français dans le secteur de Lannion, et alors présente dans les serres d'A4 en vue d'une exposition, a également eu du matériel dégradé et détruit. Deux plaintes ont été déposées suite à ces saccages. Si l'antenne nationale d'A4 a lancé dans la foulée de ces deux actes de vandalisme une campagne d'appels aux dons, Clarisse, membre de l'antenne lannionnaise, précise que « les dégâts matériels restent minimes », et que si des dons sont faits « ils serviront à soutenir l'association » et non pas à rembourser le matériel dégradé. L'avenir de l'association n'est pas mis en péril.

Pour A4 et sa trentaine de membres à Lannion, dont l'antenne locale existe depuis désormais un an et demi, les dégâts les plus importants sont surtout psychologiques : élections législatives anticipées ou pas, « au quotidien, on subit des insultes racistes dans la rue, n'importe où dans Lannion », regrette Seid, avant d'ajouter : « Le vandalisme vient se rajouter à ça ».



Des meubles et objets ont été renversés ou cassés. © Association A4

Quelques jours avant le premier tour des législatives, des croix celtiques, symbole détourné par l'extrême droite, ont également été taguées à différents endroits dans Lannion, notamment dans le quartier priori-

taire de la politique de la ville (QPV) de Ker-Uhel. Quartier qui a été épinglé par le blog d'extrême droite Résistance républicaine début janvier dans un post.

Si les quartiers prioritaires de la politique de la ville rassemblent des zones défavorisées en vue, notamment, d'une rénovation urbaine, l'extrême droite, elle, préfère penser qu'ils « ne visent réellement que la préférence étrangère avant toute autre ».

La Confédération paysanne de Bretagne a publié un communiqué en soutien à A4 et où elle « exprime sa solidarité avec les victimes des actes xénophobes ». Les membres de l'association lannionnaise poursuivent leurs activités, dans l'espoir que la police parvienne à éclaircir cette affaire.

Chloé RICHARD
10 juillet 2024 (Reporterre)

Après cet article



Paysans, artisans : ils se battent pour une activité qui respecte les sans-papiers

La réhabilitation du nazisme en Estonie connaît un essor sans précédent



La folie russophobe et le néonazisme deviennent des phénomènes de plus en plus inquiétants dans les pays alignés sur l'Occident, en particulier dans les États baltes. En plus de mettre en place des politiques d'apartheid à l'encontre des citoyens d'origine russe, ces États rendent publique leur admiration pour les figures historiques nazies, montrant ainsi que l'idéologie hitlérienne est en plein essor.

Récemment, les autorités estoniennes ont franchi une étape importante dans leur révisionnisme historique pro-nazi en inaugurant un monument dédié à deux vétérans de la Waffen-SS. Les lauréats, le major Georg Sooden et le lieutenant Raul Juriado, ont servi dans la 20e division estonienne de volontaires SS pendant la Seconde Guerre mondiale, participant au front de l'Est contre l'Union soviétique. Tous deux ont été éliminés par l'Armée rouge lors de l'avancée soviétique de l'été 1944, dans la région de Narva.

Une cérémonie publique a eu lieu en présence de militaires estoniens et d'activistes fascistes. Des vidéos diffusées sur Internet montrent le moment où le monument a été inauguré par des officiers estoniens en uniforme, ce qui prouve qu'il s'agit d'une initiative de l'État et non d'un simple acte d'individus indépendants. Au cours de la cérémonie, Vallo Reimann, le président du conseil local, a déclaré que l'objectif de cette initiative était de commémorer les soldats morts pendant la « guerre d'indépendance estonienne ».

Par ailleurs, Meelis Kiili, général de division à la retraite et député, a déclaré :

« L'Estonie se souviendra de toute une génération de soldats qui sont morts pendant la guerre d'indépendance de l'Estonie : L'Estonie se souviendra de toute une génération d'hommes et de femmes dont les vies ont été prises par la terreur bolchevique (...) [Nous] devons préserver notre liberté (...), parler estonien et perpétuer l'esprit estonien ».

Il est important de souligner que le monument a été placé dans la ville de Johvi, dans le comté d'Ida-Viru, une région à majorité russe d'origine. Il s'agit clairement d'une insulte délibérée à la population locale, qui révèle le niveau d'irrespect dont font preuve les autorités estoniennes à l'égard des citoyens russophones. Outre l'apartheid et la discrimination, les Russes sont désormais contraints de coexister avec des cérémonies publiques en l'honneur des meurtriers qui ont tué leurs proches pendant la Grande Guerre patriotique.

Il est intéressant de noter que les Estoniens ont déjà adopté le terme « guerre d'indépendance » pour désigner les crimes nazis contre les citoyens soviétiques. En plus de « blanchir » sa propre histoire et de « réviser » le passé, l'Estonie dit littéralement que les nazis se sont battus pour « l'indépendance de l'Estonie » pendant la guerre, ce qui est un mensonge propagandiste qui peut être facilement réfuté. Il est inquiétant de savoir que les jeunes Estoniens sont éduqués dans les écoles avec ce type de récit, apprenant à respecter les criminels génocidaires nazis et à haïr les Russes, croyant que l'intention des Allemands était d'« aider » les Estoniens et non de promouvoir un massacre ethnique contre tous les peuples soviétiques.

L'avenir des relations entre l'Estonie et la Russie risque d'être catastrophique. La prochaine génération d'Estoniens sera probablement composée de personnes fanatiquement haineuses de la Russie et sympathisantes des nazis. Ce qui se passe en Ukraine est également en train de se développer dans les pays baltes et dans d'autres anciens États socialistes. Le lavage de cerveau imposé par l'Occident pour rendre ces États hostiles à la Russie atteint aujourd'hui des niveaux sans précédent. Ce qui a commencé par un « révision-

nisme » antisoviétique et la démolition de monuments à la gloire des héros de l'Armée rouge s'est transformé en une glorification ouverte du nazisme.

À cela s'ajoute un certain nombre d'autres questions politiques problématiques. Il convient de rappeler que l'ancien premier ministre estonien Kaja Kallas a récemment déclaré clairement qu'elle préconisait le démantèlement de la Fédération de Russie. Pour elle, le meilleur scénario pour la Russie serait sa fragmentation territoriale en de multiples « États ethniques » – une idée raciste commune aux nazis, qui prônaient la création d'un État ethnique allemand expansionniste en Europe.

En outre, Mme Kallas a clairement indiqué à l'époque que cet objectif de fragmentation de la Russie, ainsi que l'escalade du soutien à l'Ukraine, devaient être atteints quelles qu'en soient les conséquences. Elle estime que les initiatives anti-russes doivent être prises « sans crainte » d'une guerre mondiale ou nucléaire, ce qui montre qu'en plus d'être idéologiquement fanatiques dans leur russophobie, les décideurs estoniens sont irresponsables et prêts à prendre des mesures véritablement suicidaires.

« La défaite de la Russie n'est pas une mauvaise chose parce qu'il pourrait alors y avoir un changement dans la société (...) Je pense que s'il y avait plus de petites nations (...) ce n'est pas une mauvaise chose si la grande puissance devient beaucoup plus petite (...) La peur nous empêche de soutenir l'Ukraine. Les pays ont des peurs différentes, qu'il s'agisse de la peur nucléaire, de la peur de l'escalade ou de la peur de l'immigration. Nous ne devons pas tomber dans le piège de la peur, car c'est ce que veut [le président russe Vladimir] Poutine », avait-elle déclaré à l'époque.

En fin de compte, il est possible de prédire que l'avenir de l'Estonie est sombre. Si le pays continue d'intensifier ses positions discriminatoires à l'égard des citoyens russes et de propager les idées nazies en Europe, les relations avec Moscou pourraient facilement franchir le point de non-retour, créant une crise où tous les scénarios, y compris le conflit, sont possibles.

Lucas LEIROZ DE ALMEIDA
Mondialisation.ca, 07 août 2024

Article original en anglais : Nazi rehabilitation reaching unprecedented levels in Estonia, InfoBrics, le 7 août 2024.

Traduction : Mondialisation.ca

Image en vedette : InfoBrics.

*

Lucas Leiroz De Almeida est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à Global Research et Mondialisation.ca. Il a de nombreux articles sur la page en portugais du CRM.

Vous pouvez suivre Lucas Leiroz sur X et Telegram.

La source originale de cet article est InfoBrics

Copyright © Lucas Leiroz de Almeida, InfoBrics, 2024

À « Sainté », le bleu marine de la honte

Saint-Étienne, grosse ville ouvrière de la Loire connue pour son ancrage à gauche, n'a pas résisté à la vague RN des européennes. Depuis le 9 juin, les Stéphanois es s'organisent pour que leur commune soit un point rouge sur la carte.



La manifestation contre l'extrême droite le 15 juin à Saint-Étienne. © Oriane Mollaret

« Je préfère avoir deux mamans que Jordan et Marion comme parents. » Derrière cette pancarte inventive se cachent Clémence et Clara, 19 et 18 ans. Le 9 juin, à l'occasion des élections européennes, c'était la première fois qu'elles votaient. La France insoumise (LFI) pour l'une, les Écologistes pour l'autre. Les résultats bleu marine les ont « dépitées ». En ce samedi ensoleillé du 15 juin, toutes deux sont venues participer à la manifestation contre l'extrême droite organisée à Saint-Étienne en amont de la Marche des fiertés. Non loin, Julie et Héloïse, la vingtaine, sont passées de l'incrédulité à la colère quand elles ont vu le Rassemblement national (RN) arriver en tête dans leur ville. « On nous dit qu'on a essayé la droite, la gauche, alors pourquoi pas l'extrême droite ? Mais on a déjà essayé l'extrême droite, ça s'appelait le régime de Vichy ! »

« Discours pseudo-social »

Depuis le 9 juin, Saint-Étienne tremble d'indignation. Cette ville ouvrière de la Loire, cosmopolite et historiquement ancrée à gauche, malgré des maires régulièrement de centre droit, est devenue un point bleu marine sur la carte de France. Le RN y est arrivé en tête aux élections européennes, avec 24,7 % des voix. Jordan Bardella a séduit un peu partout. Dans les périphéries aisées (37 % des suffrages à Saint-Victor) comme dans le centre (40 % à Bergson), dans les quartiers coquets (30 % à Côte-Chaude, 21 % à Fauriel) et ceux plus populaires (28 % au Grand Clos) de la ville. « La honte », souffle un cafetier du centre-ville.

« Saint-Étienne n'est pas en dehors de la France, réagit Mireille Carrot, secrétaire générale de la CGT dans la Loire. Il y a la désindustrialisation, des entreprises qui ferment, le chômage qui augmente, les difficultés à joindre les deux bouts. Le discours pseudo-social du RN peut être entendu par certains. Ce vote montre aussi une désespérance face à la politique néolibérale qu'on connaît depuis des décennies. »

De son côté, LFI a fait ses meilleurs scores chez les plus précaires : 38 % dans les bureaux de vote de Tarentaize et Tardy, et entre 50 % et 77 % dans ceux de Montreynaud. Avec plus de 60 % d'abstention dans ces quartiers, le total des voix stéphanoises n'a pas penché à gauche. Mais Saint-Étienne n'a pas dit son dernier mot. Dès le lendemain des élections, des rassemblements contre l'extrême droite se sont formés spontanément dans la ville. Une assemblée générale organisée à l'initiative des antifascistes stéphanois a rassemblé plus de 200 personnes désireuses d'agir. Le rendez-vous est devenu hebdomadaire et les mobilisations s'enchaînent. Ce samedi 15 juin, 2 000 manifestant es (selon la préfecture) sont venu es battre le pavé au son de « Olé, ola, la ville de Sainté sera toujours antifa ».

À quelques rues de là, le calme règne à Tarentaize. Quelques habitant·es font la queue devant la pâtisserie du quartier. Une fillette gravit encore et encore la colline à vélo, son petit frère sur le porte-bagage. Sur un trottoir, Bilal et Amar sont en pleine discussion. Ni l'un ni l'autre ne sont au courant qu'une manifestation contre l'extrême droite passe à quelques pâtés de maisons. Amar est allé voter aux européennes. « *T'y crois encore, toi, à la politique ? s'étonne Bilal. C'est tous des mythes. Personne ne vote, ici.* » La dernière fois que lui a voté, c'était en 2012. Pour François Hollande. Depuis, il a perdu toute confiance en la politique française. « *Que des promesses non tenues* », résume-t-il avec agacement. « *J'ai arrêté d'y croire à cause de Hollande, renchérit Amar. Je vote uniquement pour faire mon devoir de citoyen.* »

Une éventuelle victoire du RN aux législatives les laisse de marbre. « *C'est le reflet du pays, lâche Bilal, désabusé. De toute façon, le RN ne pourra pas faire tout ce qu'il veut, il y a des garde-fous.* » Le sentiment d'impunité que cette victoire pourrait insuffler aux militants d'extrême droite ne l'inquiète pas davantage. Pourtant, une ratonnade a eu lieu pas plus tard que la veille dans la ville voisine de Lyon. « *Les militants d'extrême droite ne viendront jamais ici, il y a trop de barbus, ça leur fait peur !* » se moque Bilal en désignant sa propre barbe.

« *Aujourd'hui, les gens n'ont plus honte de dire qu'ils votent RN, se désole Amar. Les médias ont une grande responsabilité là-dedans en leur donnant une telle visibilité.* » Lui votera aux législatives. Mais sans conviction. Et pour qui ? « *Depuis qu'on est petits, on nous dit que, comme on est d'origine maghrébine, il faut qu'on vote à gauche. Moi, plus jamais je vote PS !* »

Fatma, elle, aurait bien voulu voter. Mais voilà : elle n'a pas la nationalité française, malgré soixante ans passés à Saint-Étienne. Née en Algérie, elle est arrivée bébé dans la ville et ne l'a plus quittée. « *Je suis stéphanoise avant tout* », affirme-t-elle avec fierté. Son mari n'a jamais voulu qu'elle demande la nationalité française. Maintenant qu'il est décédé, les démarches lui donnent des sueurs froides. « *Mes enfants ne sont pas allés voter, ils disent que ça ne changera rien* », soupire-t-elle. Son amie Amina, Française d'origine turque, ne s'est pas rendue au bureau de vote du quartier, comme la plupart de ses voisins. « *Les gens ont d'autres problèmes, la vie coûte de plus en plus cher* », analyse-t-elle.

Ce qui préoccupe les deux femmes, c'est leur retraite. Fatma a bientôt 62 ans, et de nombreuses années passées à faire des travaux domestiques chez des particuliers. À 55 ans, Amina a toujours été mère au foyer. Toutes deux s'inquiètent de savoir combien elles toucheront, et quand, « *avec la réforme* ». « *Si Le Pen arrive au pouvoir, est-ce qu'ils pourraient vraiment renvoyer les étrangers chez eux ?* » s'inquiète soudain Amina. L'instant passe, et le quotidien reprend le dessus. Il faut finir les courses, préparer le repas et s'occuper des petits-enfants.

« *À force de stigmatisation et de politiques de plus en plus dures et répressives, il ne faut pas s'étonner que les quartiers populaires ne suivent plus*, réagit Yanis, du Comité antifasciste stéphanois. *On prend le problème à l'envers. On reproche aux gens de ne pas aller voter, mais il n'y a rien qui les y incite.* » Sans compter que l'affaire Perdriau est dans tous les esprits. À la suite de révélations de Mediapart en août 2022, Gaël Perdriau, maire Les Républicains de Saint-Étienne, également président de la métropole, est accusé d'avoir participé à un chantage à la sextape visant son premier adjoint. Mis en examen, il est toujours en poste. De quoi porter un coup fatal à la confiance des Stéphanois·es envers leurs élu·es.

« Un vrai sursaut »

Mobiliser ces quartiers sera un enjeu de taille pour le Nouveau Front populaire (NFP). Le 31 mai, un meeting de LFI organisé pour Gaza, en présence de Mathilde Panot et de Rima Hassan, a réuni plusieurs centaines de personnes à Montreynaud. La députée insoumise sortante, Andrée Taurinya, candidate NFP pour la deuxième circonscription de la Loire, qui couvre le sud de Saint-Étienne, est optimiste. « *Il y a un vrai sursaut. Le soir des élections, des habitants sont venus spontanément dans ma permanence, qui est dans le quartier de Tarentaize, pour proposer leur aide. Maintenant, il nous faut convaincre les abstentionnistes et les indécis.* »

Avec un brin de lassitude, elle se rappelle ses 15 ans et ses premières manifestations contre Jean-Marie Le Pen, déjà. « *À l'époque, ses scores étaient minables. Je n'aurais jamais imaginé, à 60 ans, me retrouver dans l'Hémicycle face à 88 députés RN.* »

Pour la première circonscription, qui englobe le reste de la ville, le Nouveau Front populaire a choisi le socialiste Pierrick Courbon et l'écologiste Julie Tokhi (suppléante). Un duo étonnant, puisque le premier avait décidé de faire cavalier seul aux législatives de 2022, la Nupes ayant préféré investir l'écologiste Laetitia Copin. Ce qui s'était soldé par l'élection du candidat Renaissance. Un siège que le NFP compte bien reprendre. « *Nous voulions donner un symbole fort, montrer que, même si nous nous sommes entre-déchirés en 2022, nous sommes capables de nous rassembler face à l'urgence actuelle* », précise Julie Tokhi.

Sainté pourrait-elle *basculer* à l'extrême droite le 7 juillet ? « *Je ne l'envisage pas*, tranche-t-elle. *On a douze jours pour faire en sorte que ça n'arrive pas.* » Chiche. Dans le cortège, une large banderole rouge met d'ores et déjà en garde les futur^{es} député^{es} : « Pour un Front populaire à la hauteur. Pas de trahisons, pas d'erreurs. »

Oriane MOLLARET (Politis)
9 juin 2024

Une entreprise proche du GUD attaque StreetPress en justice



Au début de l'année, *StreetPress* révélait qu'Astoria Sécurité, entreprise d'Axel Loustau, « militant néofasciste et ami de Marine Le Pen, bénéficie de juteux contrats avec la RATP et la Cité des Sciences, encaissant plus de 25 millions d'euros d'argent public », rappelle *Streetpress* cette semaine. « L'ancien cadre du GUD avait tout fait pour masquer qu'il était le "bénéficiaire effectif final" de l'entreprise. » La semaine dernière, le site d'information a appris qu'Astoria Sécurité a porté plainte contre lui. « Nous maintenons bien sûr, l'ensemble de nos révélations et nous irons défendre notre travail devant la justice », souligne le média. « Mais même si cette dernière nous donne raison, nous perdrons de l'argent. Nos frais d'avocat ne sont jamais remboursés et les heures passées à préparer chaque procès sont elles aussi perdues. D'autant que cette affaire n'est pas la seule. » *Streetpress* doit faire face en ce moment à six procès différents et deux mises en demeure (qui pourraient elles aussi aboutir à des procès). « L'an dernier, c'est plus de 14.000 euros que nous avons consacré à lutter contre ces procédures baillons », ajoute *Streetpress*.

Sa société a encaissé plus de 25 millions d'euros d'argent public.

Astoria Sécurité, entreprise d'Axel Loustau, militant néofasciste et ami de Marine Le Pen bénéficie de juteux contrats avec la RATP et la Cité des sciences, encaissant plus de 25 millions d'euros d'argent public.

Porte de la Villette, Paris 19e – Un mardi matin à la Cité des Sciences et de l'Industrie, on ne croise guère que des groupes scolaires agités et des agents de sécurité. Des fouilles à l'entrée au contrôle des billets, jusqu'au cœur des expositions, impossible d'échapper à ses hommes et femmes en costume au revers brodé d'un triangle rouge vert et bleu, le logo d'Astoria Sécurité. L'entreprise est, sous différents noms, depuis plus de dix ans, le principal prestataire sur les sujets de sécurité d'Universcience, le gérant de la Cité des Sciences et du Palais de la Découverte. Une activité des plus lucratives : depuis la signature du premier contrat en 2011, la société a encaissé, selon nos calculs, près de 25 millions d'euros d'argent public.

Sur site, les questions de *StreetPress* aux agents en cravates rouges dérangent. Et quelques minutes à peine après notre arrivée, la responsable sécurité vient nous éconduire. *L'homme derrière Astoria Sécurité, le sulfureux Axel Loustau, n'aime pas qu'on s'intéresse de trop près à ses activités.* Il sait que ses clients, la Cité des sciences, mais aussi selon nos informations la RATP, pour ne citer que les acteurs publics, n'apprécieront pas de voir leur nom associé à cet intime de Marine Le Pen, qui depuis près de 30 ans baigne au sein de l'extrême droite antisémite la plus radicale. Sur [des] images tournées en 1992, on l'aperçoit alors qu'il demande une dédicace au Waffen-SS Léon Degrelle.

Depuis les années 1990 et ses premiers engagements politiques

au sein du Groupe Union Défense (Gud), organisation néofasciste étudiante adepte du coup de poing, Axel Loustau n'a jamais tourné le dos à ses idées les plus virulentes (1). Le 6 mai 2023, il est photographié par Mediapart à Paris en marge du C9M, un défilé néofasciste. Vert de rage contre Yann Castanier, l'auteur du cliché, il l'insulte et le menace. Loustau est aussi un fidèle de Marine Le Pen, qu'il a rencontré sur les bancs d'Assas où tous deux ont fait leur droit. Il a été trésorier de son micro-parti, Jeanne, ce qui lui a valu une mise en examen dans l'affaire des kits de campagne (il a bénéficié d'un non lieu). Et de 2015 à 2021, il est conseiller régional RN, élu dans les Hauts-de-Seine. Mais sa radicalité encombre le parti qui tente de se dédiaboliser et il ne se représente pas. Il ne rompt pas pour autant avec Marine Le Pen. Mais en politique comme en affaires, il tente désormais de cacher sa présence.



Axel Loustau n'a jamais tourné le dos à ses idées les plus virulentes. Le 6 mai 2023, il est photographié par Mediapart à Paris en marge du C9M, un défilé néofasciste. Vert de rage contre Yann Castanier, l'auteur du cliché, il l'insulte et le menace. / Crédits : Yann Castanier

Car Axel Loustau est aussi un entrepreneur prospère. Il a, avec ses amis, construit une galaxie d'entreprises dont les activités ont été régulièrement documentées par nos confrères de Mediapart et du Monde, connue sous le sobriquet de « Gud connection ». Elles évoluent dans des secteurs aussi divers que la communication électorale au service de partis d'extrême droite, l'impression, la formation ou – plus insolite – l'eau minérale. Mais son cœur de métier, celui qui l'a rendu multimillionnaire, c'est la sécurité privée.

Cité des sciences et RATP

Sans surprise, il a dans les années 2010, travaillé pour le FN en lieu et place du Département Protection Sécurité, le service d'ordre interne du parti. Il a aussi assuré la sécurité d'Europe 1 ou du théâtre du Rond-Point, comme l'avait révélé Rue89 en 2015. Mais son mini-empire repose surtout sur un certain nombre de marchés publics, pour lesquels les sociétés de Loustau ont engrangé des dizaines de millions d'euros d'argent public. Rue89 listait à l'époque parmi ses clients publics le centre culturel Le 104, le musée du Quai Branly et la Cité de l'architecture et du patrimoine. S'y ajoutent également selon notre enquête, le cinéma de plein air de la Villette en 2009, la Réunion des musées nationaux en 2010 puis à nouveau en 2017, et la Grande Halle de la Villette en 2011. Et surtout la Cité des sciences et de l'industrie, aux abords du parc de la Villette, en continu depuis 2011.

Ce contrat avec la Cité des sciences, conservé depuis 13 ans par Astoria Sécurité malgré ses changements réguliers de dénomination, représente, depuis le premier accord, près de 25 millions d'euros d'argent public versés à la société du clan Loustau. Dont près de 17 millions d'euros pour sa dernière itération seulement. Conclu en 2020, ce dernier contrat court sur 48 mois. Il expire cette année. Un nouvel appel d'offres doit être publié le 15 février et Astoria Sécurité devrait, selon toute vraisemblance, postuler à sa propre succession.

La Cité des Sciences n'est pas le seul établissement public à faire appel aux services d'Astoria Sécurité. Un lecteur de StreetPress a repéré sur le réseau social professionnel en ligne LinkedIn des agents de la société

propriété du militant néofasciste, se déclarant en mission au sein de la RATP en charge de la sécurité incendie, que ce soit au siège ou à Châtelet-les-Halles, ou de la gestion du gardiennage des ateliers de maintenance du réseau. Des personnels d'un autre sous-traitant confirment également la présence de ces agents d'Astoria au siège de la RATP.

Questionnée à ce sujet, l'entreprise de transport a d'abord botté en touche, reconnaissant le recours à des sociétés de sécurité privée pour épauler ses agents de sûreté. Après plusieurs relances, le service communication de la RATP finit par confirmer à StreetPress qu'Astoria Sécurité a obtenu, à l'été 2021, un marché public pour des services de sécurité incendie et d'assistance à personne et pour une durée de quatre ans. Si le montant n'a pas été communiqué, un bon connaisseur de ce secteur estime que « ce type de contrat peut très rapidement se chiffrer à plusieurs millions d'euros ».



Loustau est un fidèle de Marine Le Pen, qu'il a rencontré sur les bancs d'Assas où tous deux ont fait leur droit. Il a été trésorier de son micro-parti, Jeanne. Ce tweet, publié en 2021 et archivé par BFMTV, a depuis été supprimé. / Crédits : BFMTV

Des montages complexes

La curiosité de StreetPress semble inquiéter Axel Loustau. Une semaine avant publication, nous le sollicitons pour un entretien, puis nous lui transmettons une série de questions. La réponse viendra concomitamment par mail et lettre recommandée, signés par son acolyte et accessoirement cousin (2), le président d'Astoria Sécurité, Nicolas Chazot. Ce dernier précise n'avoir jamais eu le moindre engagement politique et n'avoir « jamais été mis en cause et donc poursuivi dans aucune affaire judiciaire, pas même un excès de vitesse ». Il ajoute surtout être « le seul et unique propriétaire » de l'entreprise de sécurité. Et précise : « Qui-conque écrirait le contraire serait poursuivi en justice ».

Qu'en est-il vraiment ? StreetPress a, à partir des documents officiels disponibles, décrypté les montages, complexes, d'Axel Loustau et de son clan. Aujourd'hui Axel Loustau n'apparaît plus ni comme dirigeant d'Astoria Sécurité, ni comme actionnaire direct de l'entreprise. L'ensemble du capital de celle-ci est la propriété de Financière des Lices, elle-même propriété de la Financière Wagram. Et 99,89% des parts de Wagram sont possédées par Axel Loustau (3). Il est donc bien le bénéficiaire effectif final d'Astoria Sécurité, ou plutôt était le propriétaire réel, jusqu'à très récemment.

En effet, quelques jours avant la publication de cet article, le président d'Astoria Sécurité, Nicolas Chazot, a fait parvenir à StreetPress un document censé démontrer que l'entreprise de sécurité n'a plus de lien avec Axel Loustau. En effet, le 6 décembre 2023, ce dernier (4) aurait cédé l'entreprise à... son cousin, Nicolas Chazot.



En politique comme en affaires, Axel Loustau tente de cacher sa présence. Pourtant, la bannière de son compte Twitter-X représente son militantisme au FN lors d'une ancienne campagne. / Crédits : Twitter-X

Ce n'est pas la première fois que le clan Loustau tente de brouiller les pistes pour protéger son image. Entre 2003 et 2016, la société Astoria Sécurité change trois fois de nom. Les actionnaires et les gérants jouent eux aussi aux chaises musicales. Au fil des années, on retrouve notamment les deux frères Loustau, Axel et Philippe, mais aussi leurs femmes, Sophie Bancarel et Catherine Soldatenkoff, ou le cousin Nicolas Chazot. *Chez les Loustau, le business de la sécurité privée est une affaire de famille.* Et Axel qui aujourd'hui dirige le clan, marche dans les traces de son père, Fernand.

Une affaire de famille

Le patriarche, aujourd'hui décédé, a lui aussi milité à l'extrême droite. Ancien parachutiste, il est membre de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) – une organisation terroriste d'extrême droite qui a commis plusieurs attentats à la bombe pour tenter de maintenir l'Algérie française. *Il est lui aussi un grand ami d'un Le Pen : Jean-Marie.* Et enfin, Fernand Loustau est également à la tête d'une entreprise de sécurité privée qui, en 1982, va faire les gros titres de la presse.

À Isigny dans le Calvados, des grévistes occupent l'usine de Camembert. Ils retiennent en otage 750 000 camemberts. Normandy Sécurité monte un commando pour libérer les fromages. En pleine nuit, à la demande du patron de l'usine – un ancien camarade rencontré pendant la guerre d'Algérie – Fernand Loustau et deux cents gros bras, dont trente-sept « anciens paras », *séquestrent la trentaine de grévistes, les gazent à la bombe lacrymogène, les menacent avec des revolvers.* Tout ça pour évacuer les fromages en cours de maturation. Le Monde décrit à l'époque Loustau père comme un nervi au « langage militaire », « pas homme à fuir ses responsabilités ». <https://youtu.be/yQUU2D7F6nl>

Entre 1997 et 2002, les trois enfants de Fernand Loustau, Axel, Philippe et Anne entrent progressivement au capital de Normandy Sécurité. En 2003, les deux frères créent, sous le nom de leurs épouses de l'époque, Vendôme Sécurité Services SARL qui aujourd'hui s'appelle Astoria Sécurité. *Axel Loustau prépare à son tour sa succession.* En 2019, pour les 18 ans de son fils, il lui fait un beau cadeau : Gabriel est nommé directeur général de la financière Wagram. Étudiant à Assas comme papa, membre du GUD comme papa, au défilé néofasciste du Comité du 9 mai comme papa, amateur d'iconographie nazie comme papa... Gabriel Loustau marche dans les pas de son père, *jusqu'à Rome où il s'est affiché à la commémoration fasciste de l'Acca Larentia au début du mois,* en compagnie d'une des filles de « Tonton Fred » Chatillon, le meilleur ami de son père, et la deuxième tête de la Gud Connection. Comme quoi, le népotisme est aussi possible chez les fascistes.



Gabriel Loustau est l'héritier financier de son père Axel mais aussi son héritier politique. En mai 2023, c'est lui – en fond – qui mène la manifestation du C9M avec un lieutenant de Marc de Cacqueray au Gud, Paul-Alexis Husak – ici masqué. / Crédits : FafLeaks

Contacté, Axel Loustau a accusé réception de nos questions mais n'a pas répondu directement. Il a transféré le message à Nicolas Chazot. Gabriel Loustau n'a pas répondu à nos sollicitations.

Interrogée sur son contrat avec Astoria Sécurité, la RATP a répondu, que « les opinions et engagements politiques d'un dirigeant d'entreprise n'entrent pas en compte dans les critères d'attribution des marchés » rappelant que « la RATP est soumise au principe de neutralité politique et religieuse, qu'elle applique strictement. »

Contacté, le service communication d'Universcience nous a indiqué appliquer le code des marchés publics, et ne pas pouvoir prendre en compte ce type d'affiliation politique lors des procédures d'attribution.

Arthur WEIL-RABAUD , Daphné DESCHAMPS (Streetpress)

(1) En témoigne ses multiples relations personnelles, activités sur les réseaux sociaux, et soutiens aux militants néofascistes mis en causes par la justice.

(2) Axel Loustau et Nicolas Chazot sont cousins, sans que nous connaissions avec exactitude le degré. Questionné à ce sujet, Nicolas Chazot n'a pas répondu.

(3) D'un point de vue purement comptable, c'est la Financière Wagram qui aurait cédé ses parts à une société créée par Nicolas Chazot.

(4) Toutes ces entreprises sont domiciliées à la même adresse dans le XVIème arrondissement à Paris.

Illustration de Une par Caroline Varon.

France, de la crise au chaos politique

N'y a-t-il pas quelque chose d'hypocrite à notre surprise ? Une crise institutionnelle, le Rassemblement national (RN) premier parti de France, un « grand jeu » politique : la conjoncture des dernières semaines s'inscrit dans une histoire d'au moins quarante ans. Le reniement des classes dirigeantes (lire « Nous y sommes »), leur morgue culturelle (lire « Une fièvre d'ordre »), leur mépris social et leur séparatisme spatial (lire « Les beaux esprits contre la France moche » [...]) ont fait le lit du RN. Aujourd'hui, sa xénophobie et son antiféminisme (lire « Sur les réseaux sociaux, des hommes, des vrais » et « Les beaux esprits contre la France moche ») ne rebutent plus certaines élites [...]. À la tête d'un État dont les classes populaires se défient [...], le président affaibli tente, lui, d'improviser. Mais, comme le montre son bilan diplomatique, cette méthode a des limites [...].

Nous y sommes

Un demi-siècle après sa fondation, le Rassemblement national est le premier parti de France. Ses priorités idéologiques – durcissement pénal, combat contre les immigrés et les « assistés » – inspirent les politiques du président Emmanuel Macron. Mais l'extrême droite se nourrit depuis longtemps des renoncements et des accommodements des partis de gouvernement.

Le Rassemblement national (RN) au centre du jeu, l'ordre politique décomposé : comment en est-on arrivé là ? Décidée par M. Emmanuel Macron à l'issue du scrutin européen du 9 juin, où le parti de M. Jordan Bardella a réuni deux fois plus de suffrages que celui du président, la dissolution de l'Assemblée nationale ne sanctionne pas seulement l'échec cuisant d'un extrême centre convaincu qu'on dirige un pays comme on administre une banque, ni même celui du personnage impulsif et arrogant qui s'est prétendu rempart contre l'extrême droite avant de lui ouvrir les portes du pouvoir : « *Si on gagne, prétendait-il pourtant à La Plaine Saint-Denis le 20 mars 2017, ils s'effondreront le jour d'après. Aucun doute.* »

Le caprice de M. Macron clôt un long cycle d'hypocrisie consistant, pour les gouvernements qui se sont succédé depuis que l'extrême droite a pris son envol, à dénoncer les effets dont ils ont favorisé les causes. Les premiers succès du Front national (FN) enregistrés lors de scrutins locaux en 1983 coïncident avec la soumission aux contraintes européennes des socialistes au pouvoir lorsqu'ils renoncent à la politique de « *rupture avec le capitalisme* » prévue dans leur programme. Si rien ne relie alors les deux événements, l'obéissance des partis de droite comme de gauche aux règles d'une mondialisation qu'ils présenteront parfois comme « *heureuse* » fournira le terreau fertile d'un parti qui totalisait cent mille voix aux élections législatives de 1981. À mesure que les classes dirigeantes abandonnent à des instances supranationales des pans croissants de leur souveraineté économique, monétaire, juridique, le débat public, jusque-là dominé par l'opposition entre libéralisme et socialisme, se trouve reformulé en clivages nationaux, culturels, sécuritaires, identitaires, voire civilisationnels.

Le groupuscule fondé en 1972 par des partisans de Vichy et de l'Algérie française va s'épanouir dans le chaos social né de la désindustrialisation et du chômage de masse. Il convertit la colère suscitée par une oligarchie libérale ou socialiste devenue gestionnaire de la mondialisation en un ressentiment dirigé, vers le haut, contre ses dirigeants successifs, ses alliés intellectuels et médiatiques et, vers le bas, en une haine inquiète envers certains des plus fragiles : les travailleurs arabes « qui occupent nos emplois » pendant la première vague de chômage de masse, puis les musulmans « qui menacent nos valeurs » après le 11 septembre 2001 et, plus encore, après les attentats terroristes en France (2012-2016). Le succès de l'extrême droite a pour condition – insuffisante – le chômage, la précarisation du travail, la désorganisation de la vie et l'incertitude de l'avenir qu'ils engendrent. Mais il découle aussi d'une instrumentalisation politique cynique. Parce qu'elle imagine le FN puis le RN inéligibles, la classe dirigeante espère se faire réélire en faisant campagne contre la formation paria, non sans avoir préalablement composé avec ses priorités relatives à l'immigration et à la sécurité (1). Omniprésent depuis le 9 juin, le thème du « *combat contre les extrêmes* » réactive le vieux refrain du parti du juste milieu destiné à réserver au seul « *bloc central, progressiste, démocratique et républicain* », ainsi que vient de le qualifier M. Macron, le droit de diriger le pays pour l'éternité.

Car la dissolution marque aussi la fin d'un théâtre d'ombres politiques. Sa dramaturgie suit une logique dont les acteurs ont accepté les prémisses dès le début des années 1990 : si, premièrement, la montée des nationalismes – ici, celle du FN – est largement le sous-produit politique de la mondialisation et des bouleversements, des peurs qu'elle induit et que, deuxièmement, les dirigeants politiques jugent néanmoins celle-ci in-

évitable, voire souhaitable, alors la vie démocratique doit désormais battre au rythme d'une priorité scandée scrutin après scrutin : empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir, lui « faire barrage ». Au fil des ans, le FN puis le RN ont ainsi constitué une rente pour les partis traditionnels, qui bénéficiaient déjà d'un mode de scrutin taillé à leur avantage : jusqu'en 2022, le RN ne disposait que d'une poignée de parlementaires ; aujourd'hui encore il ne contrôle l'exécutif d'aucune des treize régions françaises. En somme, les formations de l'« arc républicain » se sont présentées alternativement contre le FN-RN avec la quasi-certitude de l'emporter et la faculté de se désintéresser des racines de son succès.

Mettre en avant la frange de militants et de cadres frontistes ouvertement racistes sert alors de prétexte pour éliminer du jeu électoral la part, croissante, des classes populaires puis des classes moyennes qui utilisent ce parti rejeté pour exprimer leur rejet des partis. Les électeurs du FN ou plus tard du RN effarouchaient un instant les élites avant d'être renvoyés, comme les abstentionnistes, au néant politique. L'exigence « républicaine » de contourner la « démocratie », sujette aux peurs, menacée par des passions politiques sans nuance, plus récemment par les fausses nouvelles et les ingérences étrangères, a permis de justifier les verdicts d'experts contre les choix populaires. Bien au-delà du seul vote pour l'extrême droite, le mépris des suffrages « populistes » tint lieu de vertu politique : les exigences de Bruxelles, Moody's et McKinsey s'imposent plus spontanément comme l'évidence aux anciens élèves de Sciences Po, de l'École nationale d'administration (ENA) ou de Polytechnique que celles des 54,8 % de « non » au référendum du 29 mai 2005, des « gilets jaunes », des soignants, des grévistes, des 70 % de Français opposés à la dernière réforme des retraites... Durant ces décennies, des responsables politiques de droite comme de gauche ont pourtant montré qu'ils pouvaient encore agir vite et fort, écarter les règles européennes qu'ils avaient présentées comme intangibles lorsque leurs adversaires réclamaient qu'on les transgresse, mais uniquement afin que tout continue comme avant. On négocia de nouveaux traités de libre-échange, on renfloua les banques, on finança l'économie pendant la pandémie.

Le cas français n'est pas une exception, tant les grandes orientations économiques et sociales des pays occidentaux s'accordent au même diapason. La mise en concurrence universelle des ouvriers, des employés, des cadres puis des services publics a partout tracé les mêmes oppositions nationales entre stables et précaires, actifs et chômeurs, métropoles connectées et territoires abandonnés, classes cultivées et non-diplômés (2). Et, sous des formes diverses, la même montée en puissance de formations d'extrême droite plaidant pour un capitalisme national dirigé par des élites locales. Le développement du FN présente toutefois des spécificités. Suivre le méandre qui conduit de la fermeture d'une usine, d'un bureau de poste, d'une perte de pouvoir d'achat, aux 31,4 % des suffrages exprimés le 9 juin en faveur d'un parti xénophobe implique de revisiter le comportement des élites de tous bords qui, pendant quarante ans, ont vécu comme une divine surprise la présence d'un croquemitaine qu'il suffisait d'écarter indéfiniment du jeu pour que leur joie demeure.

Le 24 avril 1988, M. Jean-Marie Le Pen, qui vient de réunir 14,39 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, célèbre à la télévision le « *grand élan de la renaissance nationale* » qui emportera les « *tenants du déclin et de la décadence* ». Il talonne de deux points l'ancien premier ministre Raymond Barre et écrase le communiste André Lajoinie (6,76 %). Depuis sa fondation en 1972, le FN défend un programme d'extrême droite classique mêlant rejet de la Révolution française, anticommunisme forcené, renvoi des immigrés et rétablissement de la peine de mort. L'ordre moral n'est pas oublié : patriarcal, le FN est furieusement opposé à la liberté d'avorter et aux droits des minorités sexuelles. Sur le plan économique, il s'oppose au marxisme, à l'économie mixte que défend Valéry Giscard d'Estaing au ministère des finances (1959-1966, 1969-1974), puis à son libéralisme économique lorsqu'il devient président (1974-1981). Il entend concilier économie nationale (protectionnisme) et démantèlement de l'État social, baisse des impôts et suppression de la Sécurité sociale, retraites par répartition et privatisations massives. Un programme inspiré à la fois par le président américain Ronald Reagan, en compagnie de qui M. Le Pen s'évertue à se faire photographe, et par le dictateur chilien Augusto Pinochet, dont il soutient qu'« *il a sauvé son pays* ».

Le premier succès national du Front remonte aux européennes de 1984 (11 %) : M. Le Pen obtient ses meilleurs résultats chez les petits patrons et les cadres diplômés de l'enseignement technique et commercial ainsi qu'au sein d'une bourgeoisie réactionnaire souvent catholique et nostalgique de l'Algérie française. Quatre ans plus tard, une part croissante (27 %) des artisans, commerçants et chefs d'entreprise menacés par la désindustrialisation rejoint l'électorat frontiste, et avec elle une proportion significative (19 %) d'ouvriers. Ce coudoiement de populations aux intérêts divergents persistera pendant deux décennies.

Le contexte porte le parti plus que son programme. Dès l'élection de François Mitterrand, la question, sociale, des travailleurs immigrés et de leurs enfants est reformulée en un problème d'ordre public et de sécession ethnico-religieuse. Les conflits de 1982-1984 dans les usines automobiles, où les licenciements s'enchaînent par milliers, soulèvent une houle xénophobe dans la presse conservatrice. Le premier ministre so-

cialiste Pierre Mauroy la conforte lorsqu'il évoque en janvier 1983 « *des travailleurs immigrés (...) agités par des groupes religieux et politiques* ». Un chômage de masse qui frappe en priorité les ouvriers spécialisés d'origine immigrée, le désarroi du gouvernement de gauche, la surenchère de la droite sur le thème du désordre et de la délinquance, la forte audience médiatique des thèmes liés à l'immigration et à l'insécurité favorisent le décollage électoral du FN : 11,26 % dans le XXe arrondissement de Paris en mars 1983 avec comme programme : « Immigration, insécurité, chômage, fiscalisme, ras-le-bol ! » L'automne suivant, c'est l'élection municipale de Dreux et les 16,72 % du FN. « *La seule Internationale de style fasciste est rouge et non pas brune* », estime néanmoins l'intellectuel modéré de référence Raymond Aron, dont on prétend qu'il ne s'est jamais trompé. Que « *quatre compagnons de [Jean-Marie] Le Pen* » siègent au conseil municipal de Dreux lui « *semble moins grave que d'accepter quatre communistes au conseil des ministres* ». De son côté, la gauche socialiste réplique à cette progression sur le terrain culturel plutôt que social : ses médias célèbrent la « culture beure » et le Parti socialiste (PS) parraine SOS Racisme, dont nombre de cadres le rejoindront. L'un d'eux, M. Harlem Désir, dirigera même le PS au début du quinquennat de M. François Hollande, avant de devenir sous-ministre des affaires européennes.

Le FN devient l'épouvantail indispensable des socialistes : il permet de remobiliser des militants étourdis par le grand tournant libéral de 1983-1984 et crée un levier pour semer la discorde chez l'ennemi. « *On a tout intérêt à pousser le FN*, explique en juin 1984 Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales. *Il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattables. C'est la chance historique des socialistes.* » Anticipant un raz-de-marée de droite aux élections législatives de 1986, Mitterrand fait voter le scrutin proportionnel, qui provoque l'entrée de trente-cinq députés frontistes au Palais-Bourbon. À intervalles réguliers, pour faire monter le FN et entraver ainsi les succès électoraux de la droite parlementaire, les socialistes agitent le chiffon rouge du droit de vote des immigrés aux élections locales sans jamais légiférer en ce sens. M. Le Pen doit d'ailleurs ses premiers coups médiatiques au locataire de l'Élysée. Répondant à une lettre du fondateur du FN qui s'offusque de son invisibilité médiatique, Mitterrand intervient personnellement en juin 1982 pour qu'il passe en direct au journal télévisé puis, en février 1984, qu'il soit l'invité de « L'Heure de vérité », instance médiatique de consécration politique. Le président socialiste ne voit alors en M. Le Pen qu'« *un notable* » inoffensif. Il ne pouvait pas soupçonner qu'en 2022 la Nièvre, son fief électoral, voterait pour... M^{me} Marine Le Pen.

Entre-temps, le parti adopte les deux traits qui resteront sa marque de fabrique. D'une part, tirer profit des transformations du champ médiatique pour présenter l'actualité comme une validation de ses thèses. De la radicalisation sécuritaire de la droite sous la férule du couple Charles Pasqua - Robert Pandraud (1986-1988) aux émeutes de Vaulx-en-Verin en octobre 1990 commentées en direct à la télévision comme une « *Intifada des banlieues* » en passant par la première affaire du foulard islamique à Creil et la fatwa de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny contre l'écrivain Salman Rushdie un an plus tôt, la toile de fond médiatico-politique alimente la crainte d'une deuxième génération d'immigrés moins loyaux à la France qu'à leurs origines arabes, et bientôt qu'à l'islam. D'autre part, le FN contrebalance son dogmatisme nationaliste par une déconcertante souplesse tactique. La mise en place du marché unique (1986-1993), que plébiscitent la droite et les socialistes, et la fin concomitante de la guerre froide inspirent à M. Le Pen un virage serré. Initialement favorable à une monnaie et une défense européenne communes contre la « menace » soviétique jusqu'au milieu des années 1980, il dénonce désormais « *une Europe mondialiste et tiers-mondiste* », les « *fédérastes* » de Bruxelles et les « *banquiers apatrides* » qui seraient à l'origine du traité de Maastricht, auquel il s'oppose (3). Tout comme il combattra la politique agricole commune (PAC), les accords de libre-échange, le traité de Constitution européenne en 2005 et, deux ans plus tard, celui de Lisbonne.

Sur ce point, l'actualisation du programme économique du FN intervient dès 1992. Le parti insiste désormais sur la lutte contre le « *libéralisme sauvage* » et sur la « *notion de nouvel ordre mondial soutenue par les grandes multinationales que le sens de leurs intérêts pousse à la recherche d'un libre-échange mondial généralisé et dérégulé* ». Au moment où un « oui » étrié au référendum de Maastricht (51 %) révèle à une classe politique et médiatique quasiment unanime la popularité très relative de l'Europe des marchés qu'elle imaginait consensuelle, le FN enterre l'ultralibéralisme de Reagan. Il se découvre défenseur des « *nombreux services publics, commissariats, maternités ou services hospitaliers* » menacés par l'Union. La dévotion proeuropéenne des milieux d'affaires, des classes cultivées, des médias et des partis de gouvernement offre alors au FN un quasi-monopole de la critique radicale d'une architecture bruxelloise de plus en plus impopulaire. À la différence de la gauche, il ne prétend pas la réformer dans le sens d'une « Europe sociale » : « *L'Union européenne est devenue un système totalitaire et son bilan est un véritable désastre économique et social : récession, délocalisations, mépris des peuples, explosion des prix depuis l'instauration de l'euro, disparition de notre agriculture (...) et de nos services publics, immigration massive, destruction de notre identité nationale* », explique l'Euromanieste frontiste de 2009. Mme Le Pen prolongera cette orientation en réclamant la sortie de l'euro, ce qui restera sa position jusqu'en 2018.

Plusieurs facteurs ralentissent périodiquement la progression de l'extrême droite. D'abord les scissions ou crises internes. Celle de 1998-1999 entre M. Le Pen et M. Bruno Mégret prive le FN de nombreux cadres et contribue à son résultat exécrable lors de l'élection présidentielle de 2002. Certes, il parvient au second tour, mais pour y recueillir moins de 18 % des suffrages, soit à peine plus qu'au premier... Le « plafond de verre » paraît alors singulièrement bas, presque rédhibitoire. Cinq ans plus tard, grâce à une campagne sur les thèmes de l'insécurité, de l'immigration et de l'identité nationale dans la foulée des émeutes de novembre-décembre 2005, le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy séduit une partie de l'électorat frontiste, ramenant le score présidentiel de M. Le Pen à 10,4 % des voix lors de sa cinquième et dernière candidature à la magistrature suprême. Pour tous, le danger semble alors écarté. D'autant qu'un autre élément paraît démontrer que dorénavant les militants de gauche incarnent mieux la protestation contre les réformes néolibérales : l'embarras du FN lors des mouvements sociaux qui se multiplient.

En avril 2015, le député sarkozyste Éric Ciotti prétendait que « *le programme économique de Mme Le Pen est très exactement celui de M. [Jean-Luc] Mélenchon et de M. [Olivier] Besancenot* », dirigeant du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). « Très exactement », assurément pas. Mais les électorats de la droite et de l'extrême droite, proches sur les questions de l'islam et de l'immigration, divergeaient déjà de plus en plus dans leurs appréciations respectives du retour à la retraite à 60 ans, de la suppression de l'impôt sur la fortune, d'une réforme « *en profondeur* » du système capitaliste, voire d'une « *justice sociale prenant aux riches pour donner aux pauvres* ». Dans chacun de ces cas, les frontistes étaient environ deux fois plus nombreux à appuyer des réformes réclamées par la gauche de gauche et par les syndicats (4). L'alliance des droites semble alors impossible ; d'ailleurs Mme Le Pen n'en veut pas.

Cependant, lorsqu'il s'agit de se mobiliser contre les politiques néolibérales mises en œuvre par des gouvernements conservateurs mais aussi socialistes, le FN-RN est aux abonnés absents. Certes, les syndicats le repoussent, mais leur cause embarrasse plutôt l'extrême droite vu qu'en réunissant « Français » et immigrés elle relègue au second plan les clivages identitaires qui constituent son fonds de commerce. Qu'il s'agisse du grand mouvement social de novembre-décembre 1995, partiellement victorieux, de la réforme des retraites en 2010, de la grève des cheminots en 2014, de la loi travail en 2016, du mouvement des « gilets jaunes » en 2018 ou d'une nouvelle réforme des retraites l'année suivante, le FN-RN n'est pas dans son élément. Il doit à la fois être proche de son électorat, solidaire des protestations sociales, et rester associé au « parti de l'ordre » contre d'éventuels débordements de manifestants face à la police. Pour résoudre cette contradiction, il prétend que les politiques sociales néolibérales, qu'il combat lui aussi, sont la conséquence des traités européens que certains syndicats et militants de gauche ont soutenu, et des gouvernements successifs qu'ils ont élus pour faire barrage à l'extrême droite (2002, 2017, 2022). Le fait que dès 1992 Mitterrand et Jacques Chirac aient battu la campagne en faveur du traité de Maastricht, tout comme treize ans plus tard MM. Sarkozy et Hollande soutiendraient le traité constitutionnel européen, parut valider cette observation : entre 1981 et 2017, quatre présidents de la République, deux de droite, deux de gauche, et pourtant un même choix relatif à l'Europe alors même qu'elle déterminait un nombre croissant d'orientations économiques et sociales. « UMPS » : en apposant le sigle du principal parti de droite (Union pour un mouvement populaire, UMP) à celui du PS, l'un et l'autre associés dans la même majorité au Parlement européen, le FN-RN affichait sa singularité sans trop maltraiter la réalité.

Même adhésion aux traités européens, même majorité à Bruxelles, même combat au sein d'un « front républicain » contre l'extrême droite à l'occasion des grands scrutins : comment s'étonner que le FN-RN apparaisse comme la grande force d'alternance, et le « vote barrage » contre une coalition du statu quo au service d'un syndicat des sortants ? D'autant qu'une telle stratégie, compréhensible pour barrer la route du pouvoir à une formation extraparlamentaire et fascisante – le cas du Front populaire en 1936 –, parut moins convaincante au fil du temps. D'une part, parce que l'extrême droite se banalisait, arrondissait son propos, se prétendait même philosémitte. D'autre part, parce que les partis qui se liguèrent contre elle ne cessaient de plagier des éléments-clés de son programme. Le 16 novembre 2016, M. Hollande déclare devant le Parlement réuni en Congrès : « *Nous devons pouvoir déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ou un acte de terrorisme, même s'il est né français, je dis bien : même s'il est né français, dès lors qu'il bénéficie d'une autre nationalité.* » Mme Le Pen se félicite aussitôt qu'un président socialiste opère cette distinction entre citoyens français en fonction de leur origine : « *Le FN a un programme réaliste et sérieux qui est même source d'inspiration pour François Hollande.* » Avec M. Macron, ce sera carrément Noël pour l'extrême droite : une police débridée, des manifestations interdites, une loi immigration, une autre contre le « séparatisme », l'emploi des termes « *ensauvagement* », « *décivilisation* », « *immigrationnisme* ». Cette fois, c'est le député RN Jean-Philippe Tanguy qui se réjouit : « *Le fait de valider nos thèses rend possible et probable et souhaitable aux yeux des Français notre arrivée au pouvoir. L'original gagne toujours sur la mauvaise copie, ou même la copie excessive concernant [le ministre de l'intérieur Gérard] Darmanin* ». Lequel avait jugé Mme Le Pen « *trop molle* » face à l'islamisme...

Le 11 septembre 2001, la question du terrorisme, de l'islam radical, s'installe durablement au centre des débats français. Les attentats d'Al-Qaida inaugurent une ère d'instabilité internationale génératrice d'une hausse considérable des migrations dont l'extrême droite saura profiter. En 1980, on comptait 8,4 millions de déplacés dans le monde. Puis 17,3 millions en 1990, 19,1 millions en 2001, 41 millions en 2013. Fin avril 2024, leur nombre atteint 120 millions. Simultanément, les débats sur le voile et la burqa envahissent l'actualité, en particulier après les attentats meurtriers contre une école juive, *Charlie Hebdo*, le Bataclan, Nice, Samuel Paty, etc. Le FN ajuste alors son discours à un courant intellectuel qui, des Pays-Bas à l'Italie, présente l'islam comme un ennemi mortel de la civilisation européenne. Les chaînes d'information en continu y contribuent. Ce qui permet au FN-RN de combattre l'immigration du Sud sans trop mettre en avant des préjugés racistes, dédramatisation oblige, mais la défense de libertés et d'un vivre-ensemble – égalité femmes-hommes, droits des gays et lesbiennes, liberté d'expression et de caricature – qui seraient menacés par un « séparatisme » musulman dans les « territoires perdus de la République ». La convergence entre cette idéologie et la « laïcité », instituée en nouvelle religion séculière après les massacres de *Charlie Hebdo*, offre aux discours de l'extrême droite une onction républicaine.

Pourtant, l'hégémonie idéologique croissante ne se traduisait toujours pas en positions de pouvoir. La crise de 2008 et ses ondes de choc sociales allaient y remédier en étendant l'aire d'influence du FN-RN. Tandis que les contrecoups du choc pétrolier avaient, dans les années 1980, balayé les grandes usines des métropoles, la débâcle décime cette fois les établissements modestes des campagnes et des petites villes, les secteurs du bois, du carton, du matériel de transport, de l'agroalimentaire, du médicament... Des dizaines de milliers d'ouvriers perdent leur emploi dans des territoires qui n'en regorgent pas, à moins de s'éloigner de son domicile et d'alourdir sa facture automobile. L'État laisse se désintégrer ce tissu manufacturier qui avait jusque-là résisté aux délocalisations. Le fossé entre les métropoles mondialisées, rapidement remises sur pied, et le reste du pays s'accroît.

S'ensuit un sentiment d'injustice que la numérisation à marche forcée, l'austérité imposée par Bruxelles et défendue par Paris accentuent, et qui font naître une défiance envers la puissance publique [...]. En quelques années, écoles, gares, tribunaux, maternités, services d'urgences, centres des impôts ferment par centaines, dans les grandes villes mais surtout dans les petites et les villages : entre 2011 et 2016, la moitié des bureaux de poste de la Sarthe tirent le rideau. L'État s'efface du paysage. Le FN déroule alors sans effort sa stratégie de mise en concurrence des pauvres : l'argent public ne profite pas selon lui à ceux qui le méritent, mais aux étrangers qui exploitent la protection sociale, aux banlieues qui refusent de se soumettre aux lois de la République... Fin 2014, raconte l'historienne Valérie Igounet, « *Thierry Lepaon, alors secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), se trouve en séance de bureau confédéral de son syndicat. Il lit à haute voix un tract dont les grandes lignes sont, entre autres, un nécessaire protectionnisme et la défense des services publics par un État stratège recouvrant sa souveraineté "bradée" à Bruxelles. Il récolte l'assentiment général de ses camarades. "Il y a juste un problème", explique-t-il, "ce tract a été rédigé par des gens du Front national. Alors on fait quoi maintenant ?" (5) »*

La paupérisation des campagnes accélère le maillage territorial du RN

Inspiré par les thèses du géographe Christophe Guilluy sur la « France périphérique » et par les analyses du sondeur Jérôme Fourquet, ce positionnement de défenseur des exclus de la mondialisation, méprisés par les classes supérieures, est d'autant plus efficace qu'il s'appuie sur un constat juste. De fait, les élites urbaines se contentent souvent d'un rapport de villégiature avec les campagnes, dont elles ignorent les préoccupations. Or, avec la montée en puissance des enjeux environnementaux, cette France s'est transformée. Longtemps vanté comme un idéal – par opposition au citadin aliéné par le « métro-boulot-dodo » –, le modèle du petit propriétaire pavillonnaire se trouve métamorphosé en antimodèle par l'urgence climatique. L'avenir appartient au citoyen écoresponsable, qui se déplace à vélo, mange des légumes bio, privilégie les circuits courts et... érige sa coûteuse vertu en impératif moral. Cette nouvelle modernité progressiste, que l'austérité cantonne aux métropoles, renvoie des pans entiers du monde populaire à l'obsolescence. Ne lui restait plus qu'à mal voter... Le FN saura se tourner vers cette ruralité pour étendre son implantation, qui pendant deux décennies avait été concentrée autour de ses bastions du sud-est et du nord-est du pays. L'indifférence de M. Macron à la ruralité, son mépris des « gens qui ne sont rien », ses grandes réformes contre les retraites, l'assurance-chômage, le code du travail, sans oublier la taxe sur les carburants, ont provoqué un soulèvement politique et populaire contre la paupérisation de la France non métropolitaine. Inédit par sa composition sociale et ses modes d'action, le mouvement des « gilets jaunes » s'est heurté à l'hostilité des médias, à la défiance d'une partie de la gauche, à la répression du gouvernement. Puis à la récupération de l'extrême droite. « *Je suis là pour vous parler au nom d'une France qui se sent humiliée parce qu'on leur a dit "vous n'êtes rien, vous êtes des riens", s'emporte Mme Le Pen (Europe 1, 29 novembre 2018). Maintenant, ça suffit : la classe politique s'est occupée prioritairement et même exclusivement de toutes les minorités pos-*

sibles et imaginables dans notre pays depuis des années. Nous, nous sommes la majorité et nous méritons la considération et le respect. »

« Nous » ? L'électorat populaire dont parle Mme Le Pen a choisi l'abstention aussi souvent que le vote. Si une partie de celui-ci accorde ses suffrages à l'extrême droite, c'est également pour faire barrage à une mondialisation qui a ravagé le monde des ouvriers, des employés, des petites classes moyennes. Elle fait un pari assurément perdant. Car à mesure qu'il contamine la droite et le centre avec ses obsessions sécuritaires et migratoires, le parti de Mme Le Pen parachève sa normalisation économique, notamment sur la question européenne. Son accession au pouvoir apporterait donc à son électorat « de petits, de sans-grade, d'exclus, de mineurs, de métallos, d'ouvrières, d'ouvriers, d'agriculteurs acculés à des retraites de misère » invoqué le 21 avril 2002 par M. Le Pen les mesures xénophobes auxquelles certains aspirent peut-être. En revanche, cette victoire de l'extrême droite ne ferait rien pour inverser la dynamique qui les a broyés. Une gauche qui enfin s'y emploierait n'aurait donc plus aucun rival, juste un chemin semé d'embûches à éviter et une page blanche à écrire. Pari gagnant ? C'est à présent le seul qui reste.

Benoît BRÉVILLE, Serge HALIMI & Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, juillet 2024)

(1) Lire Serge Halimi, « Le Front national verrouille l'ordre social », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.

(2) Lire le dossier « Pourquoi la gauche perd », *Le Monde diplomatique*, janvier 2022.

(3) Cité par Emmanuelle Reungoat, « Le Front national et l'Union européenne », dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer, *Les Faux-Semblants du Front national*, Presses de Science Po, Paris, 2015.

(4) *Le Figaro*, Paris, 8 avril 2015.

(5) Valérie Igounet, « La conversion sociale du FN, mythe ou réalité ? », *Projet*, n° 354, Paris, octobre 2016.

Sur les réseaux sociaux, des hommes, des vrais

C'est une nébuleuse. Des influenceurs, des vidéastes engagés dans la défense d'une identité masculine qu'ils estiment menacée. Souvent liées à l'extrême droite, ses principales figures volent au secours du patriarcat, soldats valeureux d'une guerre féroce, et parfois cynique, tout entière consacrée à la cause des hommes.

En apprenant le ralliement de M. Éric Ciotti au Rassemblement national (RN), Julien Rochedy n'a pas caché sa joie : « Mon rêve politique depuis plus de dix ans », s'enthousiasmait-il sur son compte X (137 000 fidèles). Le fringant trentenaire, directeur du Front national de la jeunesse au début des années 2010, a quitté le parti d'extrême droite en 2014, notamment pour protester contre la présence de « petits mecs autour de Florian Philippot », « des jeunes gens qui ne sont pas des hommes selon [son] cœur ». Depuis, Rochedy a tenté de monter une formation à la masculinité et à la séduction (l'école Major), un projet qui a fait long feu malgré sa recette originale (« courage », « esprit de conquête », « volonté de puissance »). Il mène désormais une carrière de vidéaste sur Internet. Et il publie des livres aux Éditions Hétairie : *L'Amour et la Guerre. Répondre aux féministes* (2021) ; *Veni Vidi Vici. Menaces sur les gauchistes* (2021, avec Papacito) ; *Surhommes et sous-hommes. Valeur et destin de l'homme* (2023)... À l'évidence, l'essayiste a ses lubies : il veut restaurer l'« idéal d'une virilité saine et aristocratique pour la masculinité, celle de "l'homme total" européen, du Grec au gentil-homme ».

Avec Papacito, Baptiste Marchais, Valek ou encore Stéphane Édouard, Rochedy incarne la fine fleur de la sphère masculiniste française (la « manosphère »), qui fantasme un monde régenté par les femmes où la masculinité serait menacée, dans un discours mêlant homophobie, misogynie, et bien souvent xénophobie ou désir d'autoritarisme. Des idées de plus en plus partagées, constate l'anthropologue Mélanie Gourarier, qui a enquêté durant plusieurs années auprès de groupes d'hommes se présentant comme des « séducteurs ». « Ce discours se développe depuis trois (...) décennies en France et plus largement en Europe et en Amérique du Nord autour de la défense des pères, des hommes et du masculin plus généralement. Apparemment sans rapport les uns avec les autres, ces récits victimaires procèdent pourtant de la même idéologie masculiniste, fondée sur l'apologie de la "cause des hommes" ». Une réaction « aux luttes féministes » et à « plusieurs décennies d'oppression misandre ». (1)

Certains « séducteurs », les « pickup artists », ont saisi là une occasion. Contre rémunération, ils coachent leurs congénères tétanisés par les nouvelles règles du marché sexuel. Esthètes et chasseurs à la fois, leur habileté à « prélever » des individus femelles épate leur public. Ne reculant devant aucune manipulation pour « ferrer » des femmes et les mettre dans leur lit, ils s'échangent des astuces pour que cède la « résistance de dernière minute », celle qui pourrait conduire leur « proie » à « détalier ». Les Incels (2), pour leur

part, se « résignent » au célibat et détestent les femmes qui les privent des relations sexuelles auxquelles ils pensent avoir droit. Sur leurs forums Internet, ils brassent des idées noires. Les plus radicalisés commettent des attentats puis se suicident. Comme Elliot Rogers (six victimes en 2014) ou Scott Beierle (deux en 2018) aux États-Unis, comme Jake Davison au Royaume-Uni (cinq victimes en 2021). De ce risque, la sécession préserve les MGTOW (*men going their own way*, « hommes traçant leur propre chemin »). Par les temps qui courent, estiment-ils, entretenir des relations avec les femmes constitue un danger. Combien de carrières brisées après qu'une « féminazie » s'est plainte d'un comportement inapproprié ? La justice, toute à sa misandrie, statuerait d'ailleurs systématiquement en faveur des mères en cas de divorce. Elle priverait les hommes de leurs enfants, tout en les condamnant à de ruineuses pensions alimentaires.

Dans les années 1968, sur le modèle des groupes de conscience féministes, des hommes se retrouvaient pour discuter du patriarcat et de ses méfaits. Mais « *l'initiative de se regrouper entre hommes, explique Francis Dupuis-Déri, a ouvert la voie au développement de l'idéologie masculiniste et à un ressac antiféministe. Il faut dire que la non-mixité pour les dominants n'a pas la même signification politique ni le même effet que pour les subalternes (3)* ». Observant la redondance des « crises de la masculinité » dans des époques et des sociétés aussi éloignées que la Rome antique, l'Allemagne nazie ou l'Inde contemporaine, le politiste se moque : « *Les hommes ne sont pas en crise, ils font des crises.* »

« *La récurrence historique du thème de la "crise" ou du "malaise" de la masculinité souligne en effet le rôle de ce motif comme instrument de résistance vis-à-vis de l'évolution des rapports de genre* », écrit Mélanie Gourarier. Cette rhétorique alarmiste est un marqueur et un étendard, la cause commune d'un contre-mouvement social qu'incarnent, grâce à Internet et aux réseaux, les figures de la « manosphère ».

En France, le masculinisme en ligne contribue à la bataille culturelle de l'extrême droite. D'éminents aînés ont ouvert la voie à la jeune garde. Avant de rééditer *La France juive*, d'Édouard Drumont, Alain Soral s'alarmait du sort des hommes dans ses livres (4), et tournait *Confession d'un dragueur* en 2001. À l'époque, *Les Cahiers du cinéma* n'avaient pas détesté. De son côté, Éric Zemmour liait précocement le destin de la France à la défense de la virilité. Dans *Le Premier Sexe* (Denoël, 2006), on apprenait que « *tout s'est passé comme si les hommes français et européens, ayant posé leur phallus à terre, ne pouvant ou ne voulant plus féconder leurs femmes devenues rétives, avaient appelé au secours leurs anciens "domestiques" qu'ils avaient émancipés* ». *L'Express* (23 février 2006) notait alors que « *dans le conformisme ambiant, un peu d'insolence ne nuit pas* ».

Parmi les influenceurs « mascus » français, Mme Anne-Thaïs du Tertre d'Escoeffant, plus connue sous le pseudonyme de Thaïs d'Escufon, tient le haut du pavé. Membre éphémère de l'Action française, porte-parole de Génération identitaire, elle guerroye désormais sur Internet contre « *la société moderne qui a rendu l'homme misérable et la femme sans principes (5)* ». Nouvellement experte en relations femmes-hommes, elle vole au secours de la gent masculine blanche. Et quadruple au passage le nombre de ses abonnés.

Convaincue que « *les féministes ont tout détruit* », Thaïs d'Escufon ne néglige aucun canal. Sur X, YouTube, TikTok et Telegram, elle pourfend les femmes « *délurées* » et prévient : « *Un homme à l'avenir brillant mérite une femme au passé pur.* » Les « *hommes moyens* » sont choyés, et apprennent par ses soins à déjouer les pièges des « *tchoins* » – l'équivalent de « *fille facile* » en argot ivoirien... – pour trouver une « *femme de haute valeur* » avec qui fonder un foyer. Et ainsi d'enjoindre à ses 64 900 followers sur X : « *Si une femme vous aime vraiment et que vous la traitez correctement, elle : cuisinera pour vous, couchera avec vous, vous soutiendra dans vos projets, vous donnera des enfants, fera le ménage, vous obéira, vous respectera. C'est le strict minimum. Sinon, partez.* »

L'algorithme de TikTok ne s'embarrasse pas de subtilités : le modèle économique du réseau social préféré des 15-24 ans encourage la diffusion de contenus outranciers. Le dernier rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes sur l'état du sexisme en France n'invite pas à l'optimisme. « *Les réflexes masculinistes et les comportements machistes s'ancrent, en particulier chez les jeunes hommes adultes, pendant que l'assignation des femmes à la sphère domestique et au rôle maternel regagne du terrain (6)*. » Pas sûr cependant que le mérite en revienne seulement à Thaïs d'Escufon.

Le 26 mai 2024, M. Thibaud Delapart, alias Tibo InShape (vingt millions d'abonnés), est devenu le premier youtubeur français. Entre deux séances d'abdos, il participe à la promotion du service national universel (SNU) dans une vidéo rémunérée par le gouvernement, tourne un vlog chez les gendarmes ou s'émeut de l'insécurité. S'il incarne une certaine virilité, le « *vidéaste fitness* » éprouve comme tout le monde des sentiments. En juin 2017, il organisait l'« *élection de Miss InShape* » pour se trouver une compagne : « *Vous êtes une petite [sic] et vous avez 18 ans minimum ? Faites une vidéo vous présentant en expliquant pourquoi vous devez être la nouvelle madame InShape et les abonnés voteront pour élire la meilleure candidate !* » Avec Mme Thérèse Hargot, il a récemment partagé ses « *questions intimes* ». « *Comment durer plus longtemps au lit ?* » Le sexe « *est un travail d'équipe* », répond la sexologue. « *Les femmes sont responsables de leur sexualité. (...) Ce n'est pas parce qu'on reçoit qu'on doit être passive. C'est comme quand tu reçois chez toi (...), c'est toi qui décides ce que tu sers à l'apéro et quand tu balances le dessert.* »

Entre domination et déconstruction, le patriarcat se réinvente

Banalisés par les influenceurs, les contenus masculinistes prolifèrent désormais sur Internet, notamment sur des forums comme Reddit ou Jeuxvideo.com favorisés par la pseudonymisation. « Les réseaux sociaux grand public tels que Twitter, Facebook, Instagram, TikTok ou encore Snapchat sont devenus des plates-formes de promotion de ces idées masculinistes, constate un rapport de l'Institut du genre en géopolitique (IGG). Une situation d'autant plus inquiétante que la plupart des utilisateurs sont jeunes et que les réseaux sociaux font partie intégrante de leur construction sociale (7). »

La sociologue australienne Raewyn Connell constatait déjà en 1995 combien la domination masculine doit composer avec la remise en question de sa légitimité. Selon elle, « la masculinité hégémonique incarne une stratégie "acceptée à un moment donné". Lorsque les conditions de la défense du patriarcat changent, les fondements de la domination d'une masculinité particulière s'érodent (8) ».

Cette masculinité hégémonique sans cesse renégociée permet à la domination masculine de se réinventer, tout en se perpétuant. Mélanie Gourarier pointe ainsi comment « l'injonction nouvelle à l'affirmation d'une sensibilité et d'une émotivité qui seraient proprement masculines ne doit pas être pensée comme un affaiblissement du masculin ». Au contraire, elle participerait à l'« élaboration d'une nouvelle normativité masculine, aux dépens des hommes qui ne sont pas en mesure de se l'approprier, faute d'avoir les dispositions nécessaires. Il ne suffit donc pas d'être un homme pour jouir du pouvoir que ce statut procure, encore faut-il l'être "correctement" ».

Or l'air du temps est à la remise en cause des violences sexistes et sexuelles et au questionnement des assignations de genre. Les entrepreneurs de la Toile ne peuvent l'ignorer. La communauté de Benjamin Névert, « un mec "déconstruit", un vrai », certifie *Le Monde* (10 octobre 2021), compte plus de 560 000 personnes sur YouTube. L'auteur de *Je ne suis pas viril* (First, 2021) fait régulièrement état des difficultés des hommes et des injonctions qui pèsent sur eux. Dans sa websérie « Entre mecs », ses invités peuvent confier leurs difficultés à dire « Je t'aime » et discuter autour de thèmes variés, tels que « la dragée », « le sexe », « la rupture amoureuse ». Ou « la bite »...

« Moi aujourd'hui, je suis clairement un homme féministe », plaide « Ben » Névert. L'atteste le film au « réalisme sensible, humain et touchant » qu'il a réalisé en 2022 pour Dorcel. Le leader français de l'industrie pornographique, dont certains collaborateurs sont accusés de « viols », « proxénétisme aggravé » et « traite d'êtres humains aggravée », a pu alors ajouter à son catalogue l'œuvre de l'influenceur : *Vrai couple, vraie baise*. Le patriarcat en a pris un sacré coup.

Anne JOURDAIN, enseignante(Monde diplomatique, juillet 2024)

(1) Mélanie Gourarier, *Alpha mâle. Séduire les femmes pour s'apprécier entre hommes*, Seuil, Paris, 2017.

(2) Contraction de *involuntary celibate*, soit « célibataire involontaire ».

(3) Francis Dupuis-Déri, *La Crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Éditions du remue-ménage, Montréal, 2018.

(4) Alain Soral, *Sociologie du dragueur*, Éditions Blanche, Paris, 1996 ; ou *Vers la féminisation ? Démontage d'un complot antidémocratique*, Éditions Blanche, 1999.

(5) « Les femmes modernes ont tout détruit ! », entretien accordé à Livre Noir, le 12 novembre 2023.

(6) « Rapport annuel 2024 sur l'état des lieux du sexisme en France. S'attaquer aux racines du sexisme » (PDF), n° 2024-01-22-STER-61, 22 janvier 2024.

(7) « Contrer les discours masculinistes en ligne » (PDF), Institut du genre en géopolitique, 16 octobre 2023.

(8) Raewyn Connell (sous la dir. de), *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Éditions Amsterdam, Paris, 2022.

Les beaux esprits contre la France moche

«Vous la trouvez belle la France périphérique autour des zones commerciales ? » Sur France Inter, le 12 septembre 2023, Léa Salamé s'agace quand le patron de Super U l'invite à la mesure. « Des millions de gens vont chaque fin de semaine (...) profiter de produits à prix accessibles, et on leur dit "vous évoluez dans une France moche". Je trouve que c'est se moquer d'eux. » En 2011, déjà, Éric Chauvier s'interrogeait : « Qui sont-ils, ces journalistes centralisés pour décréter la laideur de notre périurbanité ? » L'écrivain signait alors *Contre Télérama* (Allia), juste avant que le think tank néolibéral Terra Nova ne publie sa fameuse note sur l'incorrigible lepénisme des classes populaires (1) ; juste après, surtout, que l'hebdomadaire culturel avait, lui, tenté de saisir « Comment la France est devenue moche » : la floraison de lotissements après l'essor des autoroutes, la multiplication des hypermarchés puis des moyennes surfaces spécialisées (2).

Le plus grand Auchan du monde (jusqu'en 2014), Promod ou France Pare-brise, Nocibé ou Cuisines Schmidt : toutes ces enseignes logent dans le Aushopping de Noyelles-Godault. Sur l'AI en direction de Lille, passez Hénin-Beaumont, prenez la sortie 17. Nous y sommes : à quelques kilomètres de l'ancienne usine Metaleurop, dont la fermeture en 2003 a laissé 830 salariés sur le carreau et des terres parmi les plus polluées de France ; sur le territoire d'une commune où le Rassemblement national (RN) a obtenu 61 % des voix aux dernières élections européennes ; et donc dans la deuxième zone commerciale la plus fréquentée de France près de 30 millions de visiteurs par an (3). Loin des « métastases périurbaines » qui épouvaient *Télérama*, l'endroit plaît aux familles qui le fréquentent, aux jeunes aussi, à tous ceux dont le centre commercial forme le support du quotidien, le lieu des loisirs ou de pratiques culturelles en tous genres, l'amplificateur des bons moments, notamment des fêtes.

En pratique et dans l'imaginaire, les zones commerciales comme Aushopping sont un repère identitaire, un espace commun. Elles supplantent bon nombre de centres-villes agonisants aux boutiques abandonnées. Autour des espaces de la grande distribution, l'attractivité joue des représentations d'une modernité consumériste séduisante. Les enseignes agroalimentaires revendiquent la « tradition », l'« authenticité », le « naturel » dans une sorte de pied de nez aux centres anciens plus ou moins patrimonialisés. Car de cette ville historique, de son pub irlandais devenu kebab, du marché qui survit, les habitants se détournent. Dans les vitrines des agences immobilières, les surfaces commerciales délaissées côtoient les appartements vides d'immeubles grisâtres.

Cette vacance inquiète les pouvoirs publics, quand bien même ils ont longtemps favorisé le développement des grandes surfaces et les lotissements pavillonnaires (4). Après le programme « Action cœur de ville » – pour les revitaliser –, le gouvernement a récemment lancé un plan de transformation des zones commerciales. Leur fréquentation tend en effet à baisser avec la concurrence des achats en ligne et l'essor des usines à colis (5). Plus d'espaces verts, moins de tôles et de bitume, des bureaux, voire des logements : la ministre de la consommation Olivia Grégoire explique dans *Le Parisien* (11 septembre 2023) vouloir en finir avec les zones commerciales existantes, « souvent disgracieuses, très énergivores et peu soucieuses de l'environnement ».

Sans aucun doute le sont-elles ; mais les grandes surfaces commercialisent encore 65 % des produits alimentaires (6). Et, comme le note Annie Ernaux dans les allées de son centre commercial : « Les super et hypermarchés ne sont pas réductibles à leur usage d'économie domestique, à la "corvée des courses". Ils suscitent des pensées, fixent en souvenirs des sensations et des émotions (7). » Aux Trois Fontaines de Cergy, chez Ernaux, aux Sentiers à Claye-Souilly, à Terre Ciel à Chelles, à Créteil Soleil et Mérignac Soleil, au Méridien à Ibos, aux Flâneries à La Roche-sur-Yon, ou à Aushopping à Noyelles-Godault, on flâne entre copines, on boit des pintes en terrasse, et le dimanche en famille on déguste un cornet « pistache-noisette topping chocolat ». Il y a là un mode de vie, aujourd'hui majoritaire, quand bien même une minorité urbaine voudrait le discréditer et raille son décor de « boîtes à chaussures », ou la place qu'il accorde à la voiture.

Comme les autres, plus encore que les autres, la zone de Noyelles (cent hectares) s'étale. Bien davantage qu'elle ne se dresse en tout cas : la hauteur de ses bâtiments dépasse à peine celle d'un immeuble de trois étages. Ici comme ailleurs, l'emprise de la marchandise – et de la surconsommation – grignote les terres agricoles. Sur ce point, la critique écologique a précédé le jugement esthète. Récemment encore, des mobilisations ont tenu en échec EuropaCity, un projet de mégazone commerciale dans le Val-d'Oise. Mais le commerce accessible à vélo reste une lointaine chimère pour nombre de Français, surtout hors des métropoles (8). De même le divertissement de proximité : tiers-lieux, cantines bio, librairies de quartier. À Aushopping, autour des colosses de la consommation comme Decathlon s'alignent des dizaines d'enseignes plus petites – mais tout aussi tape-à-l'œil –, Burger King, Crêp'eat, Chez Marcel, un multiplexe, une salle de trampoline, des terrains de pétanque, un bowling.

Loisir et habitat, travail et approvisionnement : au XIXe siècle, la cité industrielle concentrait toutes ces fonctions en un même espace. La ville du XXe siècle les sépare à des distances que l'on ne peut plus par-

courir à pied. La voiture individuelle fait le lien. Aux alentours d'Hénin-Beaumont, dans l'ancien bassin minier, on la prend pour faire ses courses ou un futsal entre amis, pour amener ses enfants à la danse ou son chien en promenade au terril aménagé à cet effet. L'habitable isole des éléments climatiques. De l'air conditionné de la voiture à celui de la galerie marchande, l'exposition à l'environnement reste fugace.

Et si les loisirs demeurent payants et formatés, au fond peu importe à nos interlocuteurs de la zone commerciale. La plupart disent leur bonheur, du désir. On repense à Annie Ernaux : « *C'est peut-être ainsi que je peux approcher le plus le plaisir des autres en ce lieu, des jeunes qui y flânent sans autre but qu'un paquet de chips, des mères venues en bus passer l'après-midi avant la sortie de l'école, de tous ceux qui y viennent – comme autrefois, en ville – faire un tour.* » À Noyelles-Godault, les extérieurs ou les parkings ne sont pas toujours bien entretenus, mais lorsqu'on entre, tout change. On aime venir au centre commercial, pour accéder à la modernité scintillante et aseptisée de la galerie marchande. Une anthropisation radicale, un décor entièrement factice. Sur fond de tôle ondulée, des millions de leds resplendent.

La zone commerciale fonctionne comme un décor de cinéma : elle met en valeur ceux qui la fréquentent. S'y rendre revient à vivre une fiction, ou au moins dans la fiction devenue réalité urbaine. On festoie dans un wagon de train suspendu ou dans un dîner années 1950. On s'amuse dans un espace géant de paintball ou sur des pistes de karting couvertes éclairées dans la nuit d'Aushopping. Tout est vitesse et démesure, comme autant d'échos à l'imaginaire des blockbusters américains ou des séries. Et puis – alors qu'au centre-ville comme chacun sait, « c'est mort » – il se passe toujours quelque chose ici, sur les parkings ou dans les galeries : Halloween puis la Saint-Valentin, le carnaval, Pâques, sans oublier le Black Friday. À chaque événement ses animations.

Parents et enfants aiment cette féerie. Les plus petits s'amuse entre eux. Il y a un manège. Ils courent, ils crient. C'est propre. C'est sûr, et surveillé : il y a aussi des vigiles et une vidéosurveillance. Dans un monde social si souvent perçu à travers le prisme médiatique de l'insécurité, le centre commercial figure l'espace pacifié des rapports sociaux, dans un cadre structuré par la consommation de masse et le grand récit de l'abondance.

Une incontestable réalité de vie se dégage des centres commerciaux comme celui de Noyelles-Godault. Elle s'inscrit dans un long processus : une histoire urbaine, celle de l'aménagement du territoire au milieu du XXe siècle, mêlée à l'histoire politique et économique, capitaliste. Mais pas seulement. D'un point de vue anthropologique, il est saisissant de voir combien les êtres périurbains se sont emparés de la situation pour l'habiter. L'habiter dans le sens d'une appropriation et de la réalisation de leurs propres mondes, fait de pratiques singulières, de valeurs et d'un imaginaire. Tout ce qu'ignorent la condescendance des détracteurs de la France moche, leurs règles du vivre-ensemble, leurs leçons bienveillantes.

Fabrice RAFFIN (Monde diplomatique, juillet 2024)

Sociologue, maître de conférences à l'université de Picardie Jules-Verne - laboratoire Habiter le monde.

(1) Olivier Ferrand, Bruno Jeanbart et Romain Prudent, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », *Terra Nova*, 10 mai 2011.

(2) Xavier de Jarcy et Vincent Remy, « Comment la France est devenue moche », *Télérama*, Paris, 12 février 2010.

(3) Daniel Bicard, « Découvrez les 15 zones commerciales les plus attractives de France », *LSA*, 21 septembre 2022.

(4) Lire Christian Jacquiau, « Racket dans la grande distribution “à la française” », *Le Monde diplomatique*, décembre 2002.

(5) Lire Cécile Marin et Pierre Rimbert, « L'ère des plates-formes logistiques », *Manière de voir*, n° 187, « Les campagnes », février-mars 2023.

(6) Jacqueline Perrin-Haynes, « Les hypermarchés n° 1 des ventes de produits alimentaires », *Insee Focus*, n° 187, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 7 avril 2020.

(7) Annie Ernaux, *Regarde les lumières mon amour*, Seuil, Paris, 2014.

(8) Lire Philippe Descamps, « Ravages de l'automobilisme », *Le Monde diplomatique*, juin 2021.

Une fièvre d'ordre

Un footballeur noir insulte publiquement son entraîneur. Les réseaux sociaux s'enflamment, les antagonismes s'exacerbent, la France va au chaos. Heureusement, une professionnelle de la gestion de crise intervient pour soigner la fièvre et recadrer la nation. C'est une série télé à succès, subtile contribution du divertissement à la production de l'idéologie dominante.

C'est inédit dans l'histoire de l'art et du marketing : la semaine même de son lancement, en mars 2024, une série télé fait l'objet d'un livre collectif. Une sorte de produit dérivé, un mug Star Wars mais avec valeur symbolique ajoutée. Car cette « étude » est doublement sérieuse : d'une part, elle mobilise des intellectuels aussi éminents qu'ils sont journaliste (Anne Sinclair), conseiller en communication (Stéphane Fouks), ex-secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail ou CFDT (Laurent Berger), mairesse (Johanna Rolland), ancien premier ministre (Jean-Marc Ayrault, qui nous fait l'honneur d'une postface). D'autre part, l'instigatrice du livre est la Fondation Jean-Jaurès, think tank du Parti socialiste (PS) dont les membres et collaborateurs se relaient sans discontinuer sur les plateaux télé, ce qui est un gage d'expertise. En toute logique, le scénariste Éric Benzekri a placé au cœur de *La Fièvre* une experte qui livre des études, « études quanti » et « études quali », menées pour le compte de son cabinet de gestion de crise, et dont cette Samuelle (Nina Meurisse) tire force réflexions, dispensées à longueur de monologues et d'épisodes – *La Fièvre* n'est pas une série, c'est un PowerPoint.

Qu'on ne se méprenne pas : augmenter le chiffre de la boîte et incidemment son salaire n'intéresse pas Samuelle, qu'en vain son boss exhorte à se concentrer sur les dossiers les plus lucratifs. Le souci de Samuelle, esprit désintéressé, conscience éclairée, lectrice de Stefan Zweig davantage que de Jacques Séguéla, ce n'est pas sa carrière, c'est la société. La société, Samuelle l'a dans la peau, au point de la somatiser.

Car la société est malade, littéralement malade. Elle ne souffre pas de la paupérisation des classes inférieures, de la maltraitance des travailleurs, de l'hégémonie financière, du mal-logement, du démantèlement des protections sociales, dossiers trop terrestres pour une fiction qui plane dans les hautes sphères de la philosophie sondagière. Appréhendée ici comme un ensemble organique, comme un corps, la société est sujette à la fièvre. Samuelle est pareille au médecin héroïque qui s'expose au virus pour l'éradiquer.

Fiévreux, le corps national se démembrer. Le mal, c'est la division. « *France désagrégée, France archipel* », s'alarme Samuelle, reprenant le « concept » du sondeur Jérôme Fourquet, auteur d'un article dans le livre collectif susmentionné. Circularité solidaire des émetteurs de pensée dominante : Fourquet valide *La Fièvre*, qui valide Fourquet.

En découle une sociologie politique strictement binaire : il y a ceux qui comme Samuelle veulent « faire société », et ceux qui veulent fragmenter la société. Ces derniers, malfaisants, malfaiteurs, on les connaît : ce sont « les extrêmes ». Or d'irréfutables chercheurs en physique ont établi que les extrêmes se rejoignent. Samuelle est donc scientifiquement fondée à renvoyer dos à dos l'influenceuse d'extrême droite Marie Kinsky et la militante décoloniale Kenza Chelbi, complices objectives dans leur volonté d'« allumer des incendies » pour, in fine, déclencher une guerre civile.

Cette prophétie ne tient pas du délire paranoïaque. Dans l'ultime épisode de l'unique saison à ce jour, le chef de l'État en personne, joué par Kad Merad, y appose son sceau royal en posant à Samuelle une question pétrie de gravité présidentielle : « *On en est où ? Avant, juste avant, ou alors ça a déjà commencé la guerre civile ?* » Si notre président a peur, c'est qu'il y a matière à crainte. Et urgence à regarder la saison 2.

« Des sanctions pour ceux qui attisent les braises des deux côtés »

Qui s'étonne de la présence de Samuelle dans un salon de l'Élysée n'a regardé *La Fièvre* que d'un œil mi-fermé de salarié exsangue. Il lui a échappé que notre Aristote de la communication passe son temps avec des gens de pouvoir. Ses clients sont des banquiers en quête de bonne réputation, un patron de club de foot passionné et dandy tendance Benjamin Biolay, mais aussi, mais surtout, le ministre de l'intérieur, personnage on ne peut plus sympathique. Avec lui, Samuelle partage un diagnostic – « *Le débat public est toxique, c'est radicalité contre radicalité, le ministre l'a très bien compris* » –, mais aussi une préoccupation centrale, exclusive de toute autre : le maintien de l'ordre. Lorsque la communicante demande « *des sanctions pour ceux qui attisent les braises des deux côtés* », le « premier flic de France » la suit. Lorsqu'elle préconise un couvre-feu en Île-de-France, il s'exécute, et se satisfait trois scènes plus tard de l'efficacité de cette mesure d'exception : la nuit a été calme, fait-il savoir à Samuelle, qui esquisse alors un sourire soulagé. La banlieue se tient. La société tient.

Samuelle ne veut pas la justice, ni l'égalité, elle veut l'ordre. Elle souhaite que rien ne change, sauf si c'est pour ressusciter la France d'antan : celle de SOS Racisme, où Benzekri s'est activé dans son jeune temps ; celle aussi des années 1990, quand Lionel Jospin gouvernait et que le peuple entonnait *I Will Survive* d'une

seule voix. Le combat de Samuelle est un combat pour la survie – de la nation. L'enjeu est « existentiel », dit-elle, consciente ou non de reconduire un terme central de l'eschatologie zemmourienne.

La conservation de l'existant comme finalité structurante et suffisante définit le centrisme. Samuelle est au centre de la série et du jeu politique, à équidistance de Marie et Kenza, ces deux « hystériques ». Elle pourrait contresigner les propos de son cher ministre : « *Je suis le centre raisonnable devant les identitaires des deux côtés.* » Il apparaît à nouveau que le centre n'est pas une position politique parmi d'autres positions, qu'il s'agirait de combattre argument contre argument, mais la seule position rationnelle, la seule position décentement possible. Tout le reste n'est que pathologie, radicalité, déviance, ressentiment. Tout le reste, c'est Marie la droitnière et Kenza la gauchiste barbotant dans ce que Samuelle appelle l'« *espace pulsionnel* ».

Le syntagme complet est « *espace pulsionnel identitaire* », par lequel l'universaliste Samuelle met dans le même sac les « *identitaires des deux côtés* » : décoloniaux et nationalistes, coupables à parts égales de racialisser les débats et d'ainsi saboter de l'intérieur l'idéal républicain.

On aura reconnu deux embrouilles récurrentes de la rhétorique droitnière contemporaine : 1) confusion entre racisés et racistes, entre ceux qui subissent le racisme et ceux qui le prodiguent ; 2) flou artistique soigneusement entretenu entre subir le racisme et prétendre le subir. Dans *La Fièvre*, nul acte raciste. La dénonciation du racisme n'engage que ceux qui la profèrent, à savoir la bande à Kenza, que ses manigances groupusculaires décrédibilisent. En somme, on est censé les croire sur parole, et le scénariste fait tout pour qu'on ne les croie pas. « *Tissu de mensonges* », dit Samuelle de l'enquête d'un quotidien sur le racisme au sein du foot français. En vérité elle nous le dit, raisonnable et objective, cet article exagère. Il est exagéré de dire que le racisme existe en France, patrie des droits de l'homme et des colonies civilisatrices.

La Fièvre ne partage pas seulement avec les chroniqueurs de CNews la tutelle du groupe audiovisuel Bolloré – Canal Plus est le diffuseur. Elle reprend à son compte les trois temps de leur falsification préférée. Temps 1 : je réduis la gauche à son pan « indigène » ou « wokiste ». Cette série qui prétend prendre le pouls du pays ne mentionne ni le mouvement contre la réforme des retraites, ni l'ébullition écologiste, ni la floraison féministe. Tout ça, Benzekri ne connaît pas, ne veut pas connaître. Temps 2 : confondant habilement thermomètre et température, je présente les « indigènes » comme des producteurs de racisme. D'un trait de scénario, j'envoie l'ombrageuse Chelbi, parfois flanquée de gardes du corps sapés de cuir noir façon Black Panthers, souffler à l'oreille de Fodé – le gentil footballeur subsaharien qui ne demande qu'à taper dans le ballon loin des influences toxiques – que le coup de tête qu'il a administré à son entraîneur blanc était une réponse au racisme systémique qu'il subit. Dès lors, temps 3, je peux affirmer que la gauche est devenue identitaire – ce qui achève de justifier mon passage à droite. Encore une minute, et je suggérerai que si racisme il y a, c'est le racisme anti-Blancs. Et de fait, la seule saillie raciste narrée par la série est l'insulte dont Fodé a assorti son coup de tête : « *Sale toubab* ».

Et la droite ? Comparée à la raide Chelbi, la blonde vénitienne Kinsky est lumineuse, solaire. Jolie, déjà – les traits d'Ana Girardot. Talentueuse, assurément – ses performances théâtrales captivent. Courageuse, aussi, lorsqu'elle fend un troupeau de militants décoloniaux, bavant de haine jusqu'à lui cracher dessus – et que voit-on alors à l'écran sinon une Blanche molestée par des Noirs ?

L'opposition entre Samuelle la pompière et Marie l'incendiaire qui vertèbre tout le scénario apparaît alors pour ce qu'elle est : un jeu de miroirs. Dans l'une se réfléchit l'autre. L'une comme l'autre exigent que Fodé s'excuse publiquement pour son acte que « *rien ne justifie* ». Un temps collaboratrices dans la boîte de com, l'une comme l'autre ont pour principale source un mur d'écrans et utilisent les réseaux sociaux pour capter et aiguiller « *l'opinion* » : l'une comme l'autre parlent de « *l'opinion* » et dépolitisent la politique en la psychologisant ; l'une comme l'autre parlent de guerre civile, et on sait qu'en politique un lexique commun vaut convergence de vues.

Concédons que, sur le port d'armes, les deux ex-amies, et peut-être ex-amantes, divergent. Marie prône le droit à l'autodéfense, Samuelle veut maintenir aux forces de l'ordre le monopole de la violence légale, aussi certain qu'elle préfère la démocratie représentative à l'incontrôlable démocratie directe que Marie brandit comme une menace. Ce qu'à la tribune son ami ministre de l'intérieur résumera d'une formule digne d'un Clemenceau des grands soirs : « *La police ou les milices.* » Reste qu'entre Marie l'extrême droitnière et Samuelle l'extrême centriste le désaccord est superficiel. Il tient du hiatus technique, du désaccord de gouvernance, du débat sur les moyens et non sur les fins : tous armés, ou seulement les flics. Police « citoyenne » ou professionnelle. Mais police. Désir de police. Fiévreuse pulsion de supprimer le désordre, de supprimer toute opposition politique. Toute politique.

Il est du reste assez étrange que Benzekri, que certains témoins âgés ont connu de gauche, ait trouvé judicieux d'installer au cœur de sa série l'un des derniers débats que la réaction et la sphère médiatique acquise à ses axiomes n'ont pas osé imposer dans l'espace public français. Marine Le Pen n'a pas encore inscrit dans l'agenda la libéralisation du port d'armes ? *La Fièvre* le fait à sa place. Pour l'approuver ? Quand même pas. La gauche de droite n'en est tout de même pas encore là. Mais ça commence toujours comme ça. On com-

mence par dire que l'extrême droite pose de bonnes questions et apporte de mauvaises réponses. Puis on dit qu'il ne faut pas lui abandonner des thèmes comme la nation, la sécurité, l'immigration, qu'on s'empresse donc de porter en étendard. Puis on l'intègre à l'« arc républicain » en même temps qu'on en éjecte la gauche.

Inventer un personnage repoussoir, en conformité à ses désirs

Benzekri pourra toujours arguer qu'il a voulu explorer fictionnellement l'hypothèse du port d'armes généralisé afin de désamorcer cette bombe : il demeurera qu'il l'a mise à l'ordre du jour, ouvrant sur la question la « fenêtre d'Overton » (ou le champ du dicible). Son inconscient a parlé. Marie Kinski n'est pas seulement le double maléfique de Samuelle. Elle est un lapsus. Benzekri croit croquer un monstre, il profile un horizon, un débouché, une issue. Il croit inventer un personnage repoussoir, une incarnation du pire, il la façonne en conformité à ses désirs. Marie la prophétesse n'est pas un danger, elle est un recours. Elle est notre sauveuse. Ce que Benzekri croit faire : alerter contre l'extrême droite. Ce qu'il fait : appeler l'extrême droite. La fièvre du titre n'est pas celle de la société, c'est celle de Samuelle. C'est elle qui s'échauffe, elle qui devient folle – et du reste se réfugie parfois dans une clinique psy. Elle qui est en voie de radicalisation. Cette fausse raisonnable n'a pas contracté la fièvre à force de redouter la victoire des idées sulfureuses de Marie, mais à force de la désirer.

« Enseignements politiques d'une série », c'est le sous-titre de l'« étude » de la Fondation Jean-Jaurès, laquelle, cumulée à maintes interviews et autres matinales de France Inter, a participé à l'exceptionnelle visibilité médiatique de *La Fièvre*. Et en effet la série est lourde – très lourde – d'enseignements politiques. Prétendant identifier des symptômes, elle est un parfait symptôme. Lancée trois mois avant qu'Emmanuel Macron, en un acte manqué très réussi, tente de précipiter l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national sous couvert de le combattre, elle documente à merveille les fantasmes autoritaires de notre bourgeoisie, et l'actuelle vigueur de sa vieille tentation fasciste.

François BÉGAUDEAU, écrivain (Monde diplomatique, juillet 2024)

Réponse collective à une infamie : sur l'accusation d'antisémitisme portée contre la France insoumise

Parmi les signataires de cette mise au point qu'au Poste publie : Ludivine Bantigny, Albert Levy, Arno Bertina, Johann Chapoutot, Annie Ernaux, Michèle Sibony, Déborah Cohen, Leslie Kaplan, Simon Assoun, Jérémie Rubenstein

L'antisémitisme est un fléau. Une ignominie qui doit être combattue avec la plus grande force et une détermination implacable. Dans ce texte, que les signataires soient ou non d'accord avec la France insoumise, elles et ils entendent montrer que l'accusation d'antisémitisme s'abattant sur LFI est une infamie, aux soubassements politiques et même politiciens honteux : peur panique devant le Nouveau Front populaire, tentative de mise à mort politique d'une force de gauche combative, criminalisation du soutien au peuple palestinien. La lutte contre l'antisémitisme est affaiblie et dévoyée par ces accusations mensongères. À l'écoute des personnes qui ont pu être parfois heurtées, toute la gauche doit renforcer cette lutte commune.

L'antisémitisme est un fléau, qu'il s'incarne dans le négationnisme, le complotisme, la fabrique de stéréotypes diabolisants, les appels à la haine, et bien évidemment les agressions et la violence allant jusqu'au meurtre. L'antisémitisme est une ignominie qui doit être combattue avec la plus grande force et une détermination implacable : sans faillir.

Dans la conjoncture cruciale et dramatique que nous traversons, les adversaires du nouveau Front populaire répandent sur LFI une calomnie, en la caractérisant comme un « parti antisémite » voire « le plus grand parti antisémite du pays ». Cette accusation est d'une gravité sans nom. Elle se propage pourtant comme une formule toute faite dans certains médias et chez des personnalités politiques qui en ont fait leur unique « argument » dans une bataille haineuse contre toute une partie de la gauche. Il y a aussi des personnes sincères qui imaginent des accointances de LFI avec l'antisémitisme, à force d'entendre cette accusation diffusée dans tant de médias, au point que l'équivalence monstrueuse « LFI = antisémite » soit devenue une sorte de banalité, parfaitement naturalisée. Au-delà, la couverture médiatique réservée à cette organisation est effarante. La banalisation du RN est extrêmement grave elle aussi mais son traitement politique et médiatique est sans commune mesure avec le déversoir réservé à un parti dont le programme est la lutte contre les discriminations, pour la justice sociale et l'émancipation.

Les critiques, les discussions vives, l'expression de divergences voire de désaccords forts sont indispensables ; nous avons confiance dans le fait qu'elles se mèneront et d'autant mieux avec la conscience collective de cette nécessité : être à la hauteur d'une époque aussi grave. Que nous soyons d'accord ou non avec LFI, il s'agit dans ce texte de démonter une infamie et d'évoquer son soubassement politique, quand il n'est pas, simplement, politicien. À l'heure où nos droits, les biens communs, les principaux fruits des conquêtes sociales sont détruits un à un, les tentatives de disqualifier une organisation sincèrement engagée pour contribuer à stopper ces destructions au bulldozer sont à la fois ignobles et très claires : toutes proportions gardées, « Plutôt Hitler que le Front populaire ».

Répondre honnêtement aux personnes honnêtes, et démonter cette accusation abjecte, nous a paru une nécessité. Mais répondre vraiment : en tenant compte de ce qui a pu heurter, à l'heure où la recrudescence des actes antisémites crée non seulement de l'indignation mais de l'anxiété, avivant ou ravivant les peurs et les blessures, et la nécessité opiniâtre de combattre l'abjection qu'est l'antisémitisme. Nous savons bien que le racisme dans nos sociétés est dramatiquement structurel et même systémique ; que l'antisémitisme en fait partie ; qu'il a une longue histoire, dont la gauche n'est pas exempte. Lutter contre tous les biais qu'il engendre demande une attention constante. Répondre, donc, de la manière la plus sérieuse et précise possible, est essentiel non seulement pour la gauche, mais aussi et surtout pour le combat contre l'antisémitisme, affaibli et dévoyé par ces accusations mensongères.

Peur panique devant le Nouveau Front populaire : quand l'abject atteint des sommets

Nous savons bien pourquoi cette offensive déchaînée est menée : la possibilité d'une arrivée de la gauche au pouvoir terrifie les représentants d'un ordre social, économique et idéologique. Il leur faut absolument

briser l'alliance de gauche, disqualifier par une sorte de mise à mort politique l'une de ses forces les plus importantes et les plus combattives. Le Nouveau Front populaire engendre une profonde panique chez les tenants de l'ordre tel qu'il est. L'abject atteint donc des sommets.

Emmanuel Macron, dans une fuite en avant face à l'incendie politique qu'il a allumé en pompier pyromane, y est allé de son couplet inacceptable sur l'association entre LFI et l'antisémitisme. Meyer Habib de son côté parle de la France insoumise comme du « parti le plus antisémite, pro-terroriste et pro-islamiste ». Comme Emmanuel Macron lui-même, qui rabaisse ici considérablement la fonction politique qu'il occupe, il ose brandir le nom de Léon Blum qui d'après lui se retournerait dans sa tombe. « Non, ce n'est pas le Front Populaire, c'est le Front Antisémitique », déclare Habib. On a rarement vu un tel degré de calomnie. Et de retournement historique infâme : un mensonge et un abus éhonté de la référence au Front populaire de la part d'une droite et d'une extrême-droite violentes que les femmes et les hommes du Front populaire version 1936 auraient à n'en pas douter combattues de toute leur âme.

L'accusation d'antisémitisme portée contre LFI est un outrage. Pour ce parti en général, et pour celles et ceux, juives, juifs, qui en sont membres, ou simplement soutiennent ses positions, votent pour cette organisation. C'est le cas de plusieurs parmi nous, qui n'en peuvent plus de se voir associés-es à cette injure infâme et d'être traîné-es dans la boue. Jean-Luc Mélenchon, qui subit au quotidien cette disqualification à nos yeux injuste et écœurante, a eu ces mots lors d'un meeting du 23 mai dernier : « Le cœur saigne en pensant à ceux de nos compatriotes juifs qui sont de notre avis et qui subissent tous les outrages, jusque dans leur propre famille. Notre pensée se tourne vers eux, en solidarité humaine, totale, complète ».

La criminalisation du soutien au peuple palestinien

Depuis que les bombardements ont commencé sur Gaza, LFI a dû braver une vague d'affronts, d'injures et d'infamies avec une position ferme de soutien au peuple palestinien. Plus le temps passe, plus c'est une évidence pour beaucoup, heureusement. Mais il y a d'abord fallu un certain courage pour résister à ce rouleau compresseur de la diffamation et la criminalisation de ce soutien. À l'heure où ce texte est écrit, une commission d'enquête de l'ONU vient d'accuser Israël de crimes contre l'humanité, d'extermination, de transfert forcé, d'actes de torture et de traitements inhumains. Tous ceux qui ont apporté leur aide, leur soutien officiel et des armes au gouvernement israélien ont du sang sur les mains. C'est pourquoi, dans la solidarité avec le peuple palestinien, et plus largement dans cette bascule du rapport à l'humanité, nous éprouvons de la gratitude pour les personnes qui sauvent la dignité : LFI en fait partie.

Le 7 octobre a été une journée monstrueuse. LFI l'a clairement dit : le Hamas et les autres organisations ayant participé aux tueries de civils ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et bien sûr des actes terroristes. Il n'y a pas de tergiversation sur ce terme, on peut d'ailleurs trouver nombre de déclarations publiques – de Mathilde Panot, Jean-Luc Mélenchon, Alma Dufour, Aymeric Caron, Rima Hassan, Manuel Bompard et de bien d'autres encore, indiquant clairement que ces tueries étaient des actes terroristes [1].

Aux lendemains du 7 octobre, s'il y a eu parfois une hésitation sur la caractérisation du Hamas comme organisation terroriste, c'est essentiellement pour une raison de qualification juridique au regard du droit international. Mais évidemment, ces tueries atroces ont été condamnées avec la plus grande fermeté, dans l'effroi partagé. Elles n'ont pas cessé de l'être depuis par LFI. Le 12 octobre, dans un communiqué, étaient rappelées sa « condamnation totale des crimes commis lors de l'attaque opérée par le Hamas sur le territoire israélien » et sa « condamnation de tous les actes de terreur, crimes de guerre, susceptibles d'être requalifiés en crimes contre l'humanité par la justice internationale ».

La tragédie en cours à Gaza est accélératrice des calomnies chez les soutiens inconditionnels du gouvernement israélien. La démarche de la France insoumise est très claire : une solidarité active avec le peuple palestinien et en particulier la population gazaouie, qui subit selon LFI un génocide. Elle n'est pas seule à utiliser cette caractérisation : c'est le cas de nombreux-ses juristes, historien-nes, chercheur-ses, universitaires, organisations internationales, et notamment plusieurs historiens israéliens spécialistes de l'histoire des génocides et en particulier de la Shoah, à l'instar de Raz Segal ou Amos Goldberg... Mais la bataille à ses yeux n'est pas d'abord sémantique : elle ne porte pas sur le terme. Ce qui compte pour elle, c'est de mesurer l'ampleur abominable du drame qui se déroule sous nos yeux : un événement historique tragique ayant peu d'équivalent.

Dans ce contexte effroyable, certains détracteurs accusent la France insoumise de vouloir « assimiler les juifs à des nazis » parce qu'elle parle de génocide à Gaza. Double erreur inqualifiable. D'abord évidemment, les juifs ne sont en rien assimilables à Israël et, en Israël même, des manifestations considérables demandent l'arrêt des massacres ; ensuite, c'est une insulte à toutes les victimes de génocides de réduire une appellation fondée sur le droit international et d'en faire une spécificité nazie.

Les accusations contre Rima Hassan sont particulièrement choquantes, parmi d'autres. Que des « chroniqueurs » puissent affirmer sans ciller qu'elle aurait « la haine des juifs chevillée au corps » est une abomination [2]. R. Hassan est d'une solidité à toute épreuve sur le sujet, connaît l'histoire des persécutions antisémites, comprend la peur face à leur recrudescence et exprime cette compréhension avec une véritable attention – sensible, humaine, politique. Si elle est une cible privilégiée de détracteurs sans vergogne et sans honneur, c'est qu'elle ne s'excuse pas d'être Palestinienne. Il est inadmissible, éthiquement et déontologiquement, d'associer à une quelconque forme d'antisémitisme l'expression qu'elle utilise comme tant et tant d'autres : « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre ».

Dire que cet espoir politique serait antisémite est une odieuse manipulation. Rima Hassan n'a cessé de le répéter avec les plus grandes clarté et fermeté : il s'agit d'une aspiration que portent depuis des décennies les partisans d'une paix fondée sur l'anticolonialisme, une coexistence des deux peuples sur cette même terre, un État binational. À ceux qui jugent cet espoir utopique, elle répond avec l'exemple, de fait probant et concret, de l'Afrique du Sud post-Apartheid. Quoi que l'on pense de ce débat ancien et sans cesse renouvelé, entre la « solution à deux États » et la perspective d'un seul État fondé sur l'égalité, l'accusation d'antisémitisme est au minimum le signe d'une grave inculture politique et au pire, pour les malveillants sans scrupules, une attaque infamante qui doit être fermement condamnée, au lieu d'être reconduite dans tant de médias sans interrogation aucune et sans matrice factuelle sur un enjeu pourtant essentiel.

Évidemment, même si la diffamation contre LFI sur un sujet aussi important ne date pas du 7 octobre 2023, elle se déverse sans plus aucune digue depuis. Ce flot d'injures a encore vu son débit se renforcer avec l'annonce par Emmanuel Macron de la dissolution de l'Assemblée. De telles attaques n'ont rien d'étonnant, mais sont particulièrement perverses venant de partis qui parfois se sont compromis dans des formes diverses de complaisance avec l'antisémitisme, historique ou actuel. Que nous sachions, la réhabilitation des antisémites Pétain et Maurras n'a pas été programmée par LFI, mais par Emmanuel Macron. Personne, à la LFI, ne peut être accusé comme Gérard Darmanin d'avoir été membre de l'Action française, une ligue royaliste notoirement antisémite, ou d'avoir cité l'historien antisémite Jacques Bainville lors d'une intervention à la tribune de l'Assemblée nationale.

L'antisémitisme est un poison

« L'antisémitisme est un poison. » Mathilde Panot n'a cessé de le répéter. Jean-Luc Mélenchon l'a rappelé maintes fois, sous différentes formes, et notamment avec ces mots : « Chaque juif dans le plus modeste village de France doit savoir que s'il est mis en cause parce qu'il est juif, il me trouvera à l'instant d'après à ses côtés. Tout ce qui ressemble à de la discrimination sur la base de la religion, du sexe ou de la couleur de peau m'insupporte au dernier degré et je la combats politiquement [3] ».

Dans une allocution à l'Assemblée nationale le 19 février 2019, alors que des tags antisémites avaient été tracés sur des murs et qu'Alain Finkielkraut avait été insulté en marge d'une manifestation de Gilets jaunes, Jean-Luc Mélenchon a rappelé que ces actes antisémites n'étaient en rien des faits mineurs, qu'ils étaient « choquants », « détestables » et « inacceptables » ; il a exprimé sa « condamnation la plus nette et ferme » de l'injure antisémite lancée à A. Finkielkraut et son inquiétude devant cette « vieille et horrible habitude de désigner des boucs-émissaires ». Il a également ajouté, dans un tweet cette fois : « Autour de Finkielkraut, il y avait aussi des Gilets jaunes qui voulaient le défendre et s'opposer à l'attaque. Je suis avec eux [4] ».

Il y aurait beaucoup d'exemples à donner pour étayer le combat de la gauche en général et de LFI en particulier contre l'antisémitisme. Le 28 mars 2018, lors de la marche blanche en hommage à Mireille Knoll, victime d'un assassinat antisémite, Jean-Luc Mélenchon rappelait la nécessité que « toute la communauté nationale serre les rangs, manifeste de la compassion, de l'amour ». Lui et Éric Coquerel, Clémentine Autain, Alexis Corbière, Raquel Garrido notamment, qui participaient dignement à cette marche, en avaient été chassés d'une manière honteuse par la Ligue de défense juive [5]. Cette brutalité indécente n'avait évidemment pas empêché J.-L. Mélenchon de considérer qu'elle était un « épiphénomène », à l'importance sans rapport avec la gravité du meurtre antisémite commis. Il fallait avant tout, rappelait-il, se sentir solidaires et au côté de toutes les personnes juives qui pourraient se sentir en danger.

Le 29 octobre 2023, des dizaines de personnes se sont introduites sur la piste d'atterrissage de l'aéroport de Makhatchkala au Daguestan en Russie et s'en sont prises à un avion en provenance de Tel-Aviv pour « s'opposer à tout débarquement de juifs dans la ville » au prétexte de la guerre en Israël et Palestine. Le positionnement de LFI a été là encore très clair, comme en témoigne sa déclaration : « Ces événements sont particulièrement graves et choquants. S'ils sont d'une ampleur inédite, ils ne sont pas isolés. Depuis les attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre dernier, les témoignages et signalements d'actes antisémites se sont multipliés en France. Nous les condamnons avec la plus grande fermeté. Nous réaffirmons notre refus d'une lecture du conflit israélo-palestinien fondée sur un « choc des civilisations » et des appartenances

religieuses qui ne fait qu'attiser l'antisémitisme et le racisme anti-arabes ou anti-musulmans. Nous assurons notre soutien et notre solidarité envers toutes les personnes qui en sont victimes, en France et partout dans le monde [6] ».

On sait aussi combien la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023 a suscité de clivages, à gauche. Il ne s'agit pas ici de trancher sur ce qu'il fallait faire ou non : chacune et chacun, en tant qu'individus, collectifs ou organisations, a pris en conscience ses responsabilités. Le sujet étant LFI, rappelons que sa position était : « Il est impossible de manifester avec l'extrême droite contre l'antisémitisme » ; mais il était à ses yeux nécessaire de manifester contre l'antisémitisme, d'une manière sûre et sans ambiguïté.

C'est pourquoi elle a pris part au rassemblement au square des Martyrs juifs du Vélodrome d'hiver. Elle avait d'ailleurs préparé un rassemblement plus conséquent, interdit par la Préfecture de police. Cependant qu'ont retenu les médias ? Uniquement l'arrivée de contre-manifestants venus perturber la solennité et le recueillement qui caractérisaient cette initiative. Nouvelle opération réussie pour les contempteurs de LFI : la trace médiatique générale sur ce moment de lutte contre l'antisémitisme se réduit aux pancartes brandies par les perturbateurs « Touche pas à mon Vel' d'Hiv' » et à l'insulte de « collabos » lancée aux militants LFI en raison de leur position sur Gaza.

Ce qui a pu heurter : écouter les premières et premiers concerné-es

Nous savons distinguer nettement les accusations fondées sur un objectif politique et idéologique, de la part des ennemis de la gauche, et les critiques émanant des premières et premiers concerné-es dans le cas de l'antisémitisme. Ce principe d'entendre les premières et premiers concerné-es compte, dans toutes les luttes et dans celle-ci en particulier. Nous en connaissons aussi les limites, dont nous sommes en quelque sorte la démonstration, nous, autrices et auteurs de ce texte. Car parmi nous figurent des juifs et juives qui ne partagent pas l'analyse d'autres sur ces questions, malgré notre ancrage commun à gauche.

Et nous sommes à mille lieues évidemment de celles et ceux qui votent à l'extrême droite et imaginent qu'un parti xénophobe, dont plusieurs cadres, députés, responsables départementaux et régionaux, ont des liens très directs avec le racisme et le suprémacisme blanc, aurait abandonné son antisémitisme originel, celui d'un courant politique qui a explicitement collaboré aux persécutions antisémites génocidaires. Quoi qu'il en soit, ce principe éthique de l'attention aux premières et premiers concerné-es nous importe et nous anime, dans cette analyse comme ailleurs. Et c'est pourquoi nous tenons à revenir en détail sur ce qui a pu heurter.

Il s'agit de plusieurs propos tenus par Jean-Luc Mélenchon. Le 28 octobre 2021 sur BFMTV, alors que l'interview semble de toute évidence terminée et qu'il est déjà en train de ranger ses affaires et ses papiers, J.-L. Mélenchon se voit poser la question d'un possible antisémitisme chez Éric Zemmour. Surpris par cette formulation, il répond : « Monsieur Zemmour ne doit pas être antisémite parce qu'il reproduit beaucoup de scénarios culturels : on ne change rien à la tradition, la créolisation, mon dieu, quelle horreur... Tout ça ce sont des traditions qui sont beaucoup liées au judaïsme. Ça a ses mérites, ça lui a permis de survivre dans l'histoire ». L'accusation d'antisémitisme associée à ces propos nous paraît parfaitement infondée, et bien sûr a fortiori l'usage qui en a été fait pour brandir des infamies comme « Mélenchon antisémite », « LFI parti antisémite », « LFI parti le plus antisémite du pays ». Dire que l'histoire du judaïsme est en partie pétrée d'un rapport de fidélité aux traditions, à la transmission, à la perpétuation d'une culture afin de survivre parfois dans les pires conditions imaginables d'adversité et de persécutions, c'est indéniable [7].

Pour autant évidemment, le judaïsme ne saurait s'y réduire, d'autant qu'il n'est pas homogène mais profondément divers. Exprimer cela était donc réducteur et incomplet. De surcroît, il pouvait laisser penser que Zemmour est xénophobe et raciste en raison de sa judéité. C'est une erreur et d'ailleurs Jean-Luc Mélenchon l'a aussitôt reconnu en expliquant s'être « mal exprimé ». Éric Zemmour a multiplié les sorties antisémites, en tentant de jeter le trouble sur l'innocence d'Alfred Dreyfus, en affirmant de manière aberrante qu'il n'avait pas été attaqué en tant que juif, ou bien encore en prétendant par une falsification historique que Pétain aurait « sauvé des juifs » : quelle ignominie.

Au soir d'une grande manifestation contre les massacres à Gaza, le 22 octobre 2023, l'essentiel des médias a été consacré à un mot que Jean-Luc Mélenchon avait alors prononcé : « camper ». Il avait dit en effet que pendant ce temps, la présidente de l'Assemblée nationale « campait à Tel-Aviv ». Yaël Braun-Pivet s'est immédiatement insurgée en jugeant le mot antisémite. Une considérable part du monde politique s'est ensuite alignée et on n'a plus parlé que de ça. Tour de force parfaitement insensé. Mis en demeure de s'expliquer sur ce mot, J.-L. Mélenchon a dit pourquoi ce terme « camper » lui était venu : d'abord en lien avec le « campisme », mot que l'on utilise dans les milieux militants pour désigner un positionnement qui choisit son camp entre les blocs géopolitiques Ouest/Est.

Il a aussi rappelé, à propos des campements, la dimension militaire de la visite de Y. Braun-Pivet accompagnée de M. Habib et É. Ciotti : en treillis, arborant fièrement un soutien offensif au gouvernement israélien

et, de ce fait, un positionnement on ne peut plus belliqueux à l'heure d'atroces bombardements sur Gaza. Mélenchon a voulu dire : « Pas en notre nom ». Que ce mot « camper » soit venu étayer l'accusation d'antisémitisme nous apparaît à nous, juives, juifs, ou non, absurde. Mais évidemment non dépourvu de sens et d'intention : intimider, faire taire et fustiger celles et ceux que la situation en Palestine horrifie, tel est le résultat de cette opération.

L'antisémitisme prend toutes sortes de formes retorses. En particulier celle du dogwhistle sur Internet : des antisémites utilisent des sortes de codes, des allusions en apparence « innocentes », pour désigner dans une logique complotiste les juifs sans les nommer, afin de passer sous les radars et ne pas risquer de poursuites. On comprend dans ces circonstances que des personnes, juives ou non, mais en premier lieu celles qui connaissent très bien, pour le subir et le combattre, la longue histoire de l'antisémitisme, soient particulièrement vigilantes face à cette diffusion de tropes antisémites.

C'est ce qui a valu des reproches à David Guiraud et même des attaques extrêmement virulentes. En effet, dans un tweet de janvier 2024, suite à une plainte contre lui déposée par l'Observatoire juif de France pour apologie de terrorisme en raison de sa position sur Gaza, il a posté un dessin issu du manga populaire One Piece faisant référence aux « Dragons célestes ». Il s'agit des « méchants » de l'histoire, sans scrupules et sans morale. David Guiraud est un bon connaisseur de mangas et il cite régulièrement One Piece.

Il a de toute évidence été très surpris qu'on l'accuse d'antisémitisme à ce sujet et s'en est expliqué, en rappelant que ces « Dragons célestes » créés par Eiichirō Oda n'avaient rien à voir avec les juifs, ni avec une quelconque appartenance religieuse ou « raciale » ; selon lui, ceux qui l'imaginaient n'avaient rien compris à l'histoire. En découvrant que des personnes aient pu être heurtées, il a annoncé supprimer ce tweet et l'a fait. Mais, depuis, cet épisode est tombé dans l'escarcelle des accusateurs : Guiraud serait antisémite, car des antisémites utilisent ce dogwhistle sur les réseaux sociaux.

Nous comprenons que bien des personnes soient en alerte face aux méthodes du dogwhistle parce qu'elles constituent une manière à peine masquée et particulièrement délétère de répandre l'antisémitisme. En l'occurrence, l'accusation portée contre David Guiraud nous paraît absolument injuste. Non seulement nous affirmons qu'il n'est pas antisémite, mais en outre nous pensons que son post ne l'était pas et que, comme il l'a indiqué, il ignorait l'usage de ce dogwhistle. Bien sûr, pour les personnes qui consacrent à juste titre beaucoup de temps à les repérer, cela paraîtra étonnant. Mais en fait cette référence est loin d'être largement connue et il est évident, à la manière dont D. Guiraud a fait amende honorable, qu'il ne la connaissait pas.

Parmi d'autres, l'écrivain Antonin Atger a évoqué ce dogwhistle des Dragons célestes ; à un internaute lui faisant remarquer que Guiraud s'était expliqué sur son choix et avait supprimé son post, Atger a répondu : « Je ne dis pas qu'il est antisémite, j'explique pourquoi il est accusé de l'être [8]. » Tout est là, comme on le voit aussi dans un article paru dans Mediapart et consacré à Jean-Luc Mélenchon. Signé de Lénaïg Bredoux et Fabien Escalona, le texte commence par souligner combien, en matière d'accusations d'antisémitisme à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon, « la droite, y compris macroniste, et l'extrême droite s'en donnent à cœur joie. Fût-ce en tombant dans le mensonge et la mauvaise foi la plus caricaturale ».

En réalité, tous les auteurs cités dans l'article pour soutenir la thèse selon laquelle certaines sorties seraient problématiques reconnaissent que J.-L. Mélenchon n'est pas antisémite et que ses propos ne le sont pas davantage. Le spécialiste de l'extrême droite Jean-Yves Camus entend rappeler surtout la gravité de l'antisémitisme et du négationnisme d'extrême droite. À propos de Jean-Luc Mélenchon, qu'en aucun cas il ne met évidemment sur le même plan, il évoque, pour les quelques exemples cités tel l'emploi du verbe « camper », des « termes inappropriés qui laissent la place à des accusations ». Le politiste Arnault Skornicki a lui aussi expliqué : « On peut épargner un procès d'intention à JLM. [Mais] le sens d'un énoncé ne dépend pas seulement de l'intention (même bonne) du locuteur ; il dépend aussi de l'air du temps qu'ont à l'esprit les auditeurs [...]. Les signifiants flottants sont d'autant plus dangereux quand la conjoncture elle-même est glissante [9] ».

Cité lui aussi, le socialiste Jérôme Guedj affirme de son côté que Jean-Luc Mélenchon « n'est pas antisémite [10] ». Il en va de même pour le sociologue Michel Wieviorka, également cité. On comprend donc que le problème ne vient pas directement des mots employés par Jean-Luc Mélenchon, ici caractérisés comme non antisémites, mais d'un contexte qui incite à plus de prudence et de vigilance. Dans cet article de Mediapart figure ainsi une série de glissements survenus suite aux propos de Mélenchon : ils ne sont pas antisémites mais en contexte ils sont interprétés de façon à entraîner des accusations.

Nous avons conscience que des propos aient pu troubler et même blesser. Et nous sommes d'accord avec les interpellations qui sont faites lorsqu'elles sont intègres : d'une part, être particulièrement aux aguets pour ne pas reproduire ce qui pourrait heurter ; de l'autre, savoir le reconnaître. C'est ce qu'ont d'ailleurs

fait Jean-Luc Mélenchon après ses propos sur le rapport aux traditions dans le judaïsme et David Guiraud suite aux critiques de son tweet sur les Dragons célestes.

Contre l'antisémitisme : poursuivre le travail collectif

C'est pour nous une certitude : toutes les formes d'inquiétude voire d'indignation venues de personnes de bonne foi doivent être entendues. Ces voix ne devraient jamais être silencieuses, leurs remarques ne devraient jamais être balayées d'un revers de main ou subir la moindre accusation comme celle d'une supposée paranoïa. Nous accordons une véritable importance à cette mise en alerte. La plus grande attention est de mise et nous pensons qu'il faut davantage de vigilance, à gauche en général, face à cette situation où l'antisémitisme ne devrait jamais faire l'objet d'une minorisation.

En particulier, nous ne pensons pas que l'antisémitisme soit « résiduel », comme l'a déclaré Jean-Luc Mélenchon. Nous savons qu'il pensait en particulier aux manifestations en soutien au peuple palestinien, et qu'il voulait inscrire son constat dans la longue durée, notamment en rapport avec les enquêtes nombreuses qui avaient montré le recul de l'antisémitisme durant les dernières décennies. Mais depuis quelques années, et singulièrement ces derniers mois, sa recrudescence est certaine. Et inquiétante. Elle doit être dénoncée avec force et solidarité.

C'est pourquoi, en rédigeant ce texte, nous avons été particulièrement sensibles aux élaborations que proposent sur le sujet, parfois de longue date, des militant-es contre l'antisémitisme. Force est de reconnaître qu'il y a un travail collectif à poursuivre, à gauche, sur cet enjeu essentiel. Ce qui nous importe particulièrement dans ces analyses, c'est l'interpellation adressée aux organisations de gauche pour qu'elles ne fassent pas taire les voix qui les critiquent, lorsqu'elles sont intègres, sur les enjeux de l'antisémitisme, comme sur d'autres sujets à l'instar du validisme ; qui leur demandent de les écouter quand elles sonnent l'alarme ; parce qu'elles mènent un travail patient, en tant que premières concernées.

Elles demandent à la gauche d'être capable d'autocritique et elles ont raison d'en appeler à cette capacité ; elles ont aussi raison de considérer que cela ne desservira pas son projet émancipateur, tout au contraire. Nous pensons que tous ces points sont justes. Et d'autant plus que, pour les premières concernées, « ce n'est pas toujours évident de mettre des mots sur un inconfort ou sur une attaque. De savoir nommer précisément ce qui a été blessant. Cela demande un travail personnel de réflexion, qui peut parfois être long [11] ».

Cependant nous ne pouvons suivre, par exemple, l'une de ces plus importantes contributions, sous la plume d'Olia Maruani, quand elle écrit : « L'antisémitisme se loge aussi désormais parfois (voire souvent) dans la diabolisation de l'État d'Israël [12] ». Il est certain qu'une forme d'antisémitisme vient de la situation en Palestine ; mais rien, absolument rien ne peut l'attester à gauche. LFI n'a ainsi cessé de répéter qu'en aucun cas l'État israélien, lorsqu'il commet ses crimes, ne pouvait être rapproché et assimilé aux juifs et juives, y compris bien sûr israéliennes et israéliens. Nous estimons aussi, à l'inverse de ce texte, que la gauche ne minimise pas les actes antisémites et ne cherche pas à les passer sous silence lorsqu'ils adviennent.

Nous ne pensons pas davantage que la gauche dilue la lutte contre l'antisémitisme dans un combat plus vaste contre le racisme. Très souvent, des initiatives, des affiches, des banderoles, des textes évoquent explicitement une lutte « contre le racisme et l'antisémitisme ». Au risque d'ailleurs parfois de susciter l'interrogation voire la critique de certaines personnes concernées, qui estiment préférable de dés-exceptionnaliser l'antisémitisme en le considérant avant tout comme un racisme, même s'il se déploie sous des formes différentes d'autres racismes. De nouveau, on voit ici l'importance de mettre en avant les positions des premiers et premières concerné-es, mais aussi les contradictions qu'elle fait surgir, en raison de divergences de stratégies et d'appréciations.

C'est un rappel, mais il est de taille : jamais un membre de LFI n'a été condamné pour antisémitisme. Nous n'en faisons évidemment pas un argument valable à lui seul, en soi et pour soi. Mais cette réalité importe. A contrario, en 2012, Jean-Luc Mélenchon a gagné son procès contre Jean-François Copé, Nathalie Kosciusko-Morizet et Alain Juppé qui l'avaient accusé d'antisémitisme : tous trois ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Paris au titre du préjudice moral. Plus récemment, le 28 février 2022, le tribunal judiciaire de Paris a condamné CNews à accorder un droit de réponse à LFI accusée sur cette chaîne d'être un parti antisémite.

Au-delà de ces faits, juridiques et judiciaires, nous lançons un cri d'alarme, dans tous les sens du terme, car nous sommes de fait profondément alarmé-es des périls engendrés par la situation. Il faut que cessent les accusations d'antisémitisme infondées. Elles ont un effet délétère. Si le verbe « camper » est considéré comme antisémite, si le vocable « rescapée » est antisémite, si le mot « financier » est antisémite, alors tout l'est et par là même plus rien ne l'est. Nous voulons exprimer ainsi notre désolation à constater la banalisa-

tion de l'ironie à ce sujet ; un exemple entre cent répandus sur les réseaux sociaux : « Et #mangetesmorts, c'est antisémite ?? »

Cet usage de la dérision est très problématique car il contribue à invisibiliser et minorer la réalité de l'antisémitisme. Et nous sommes particulièrement mortifié-es d'entendre des personnalités qui, officiellement au nom de la lutte contre l'antisémitisme, l'alimentent en réalité, en reproduisant et diffusant les clichés antisémites les plus dangereux et les plus éculés. C'est ainsi que, invité le 3 juin 2024 par Bernard-Henri Lévy à une soirée sur l'antisémitisme, le linguiste Jean-Claude Milner a soutenu que la proposition de « taxer les riches » serait antisémite parce que « les juifs sont riches ». Une sortie catastrophique véhiculant un stéréotype antisémite sordide.

Toute la séquence ouverte autour de 2022 avec cette obsession d'affirmer que la France insoumise serait soit au bord soit à l'extérieur de l'arc républicain est une infamie, d'autant plus indécente qu'elle s'en prend à un parti extrêmement attaché à l'idée de république et qui en connaît très bien l'histoire. Nous les observerons non sans épouvante, tous ceux qui décideront de voter RN plutôt que LFI aux prochaines élections législatives dans les situations de duels. Nous nous souvenons de ce qu'avaient déjà exprimé certains d'entre eux, comme Raphaël Enthoven reconnaissant pouvoir voter Le Pen plutôt que Mélenchon, à « 19h59 », dans le cas d'un tel duel. Alain Finkielkraut affirme à présent qu'il sera peut-être « contraint » de voter RN pour « faire barrage à l'antisémitisme ». C'est le monde à l'envers et c'est on ne peut plus honteux. Car le FN/RN est un parti qui non seulement est né dans un antisémitisme meurtrier mais qui en réalité, sous la façade, continue de l'entretenir. Nous voulons exprimer notre sidération devant les résultats dans une circonscription comme celle des « Français de l'étranger » à Tel-Aviv et Haïfa, où la liste de Marion Maréchal est très, très largement en tête avec 45,75 % des voix, à l'élection au Parlement européen qui vient d'avoir lieu.

Nous savons bien aussi que la position courageuse, cohérente et constante de LFI sur la Palestine en général et Gaza en particulier se paie au prix fort – néanmoins toujours dérisoire au regard de l'abominable tragédie dont nous sommes les contemporains. Ceux qui prétendent que le sujet est « obsessionnel » de sa part et que cette « obsession » même serait antisémite auront un jour à regretter une telle accusation. Car nous assistons, sans doute, à un génocide, en tout cas évidemment à d'effroyables massacres : des crimes contre l'humanité. Et nous n'en parlons pas encore assez, nous n'agissons pas encore assez, malgré les forces que nous y engageons, en comparaison à la dimension cauchemardesque de cet événement dont l'histoire humaine sera marquée à jamais.

LFI a participé à de nombreuses luttes ces dernières années. Ses député-es ont été souvent d'un grand courage. Le déversoir indigne qui s'abat en permanence sur ces personnes issues de milieu sociaux divers le rend encore plus exemplaire. Même si nous ne sommes pas toutes et tous d'accord avec son programme, ce projet est celui de la justice sociale, un combat pour l'équité et la dignité face aux logiques oppressives, à la violence du capital et aux prédatons de toutes sortes. À l'heure du rouleau compresseur qui entend nous écraser, il est crucial de combattre les falsifications, les mensonges et les calomnies. Il n'est pas grandiloquent d'affirmer que l'histoire les jugera. Pour autant, ne l'attendons pas.

Tribune collective, 17 juin 2024

Signataires

Fabien Archambault (historien), Simon Assoun (militant juif décolonial), Ludivine Bantigny (historienne), Arno Bertina (écrivain), Christophe Bertossi (politiste), Véronique Blanchard (historienne), Johann Chapoutot (historien), Déborah Cohen (historienne), Heitor de Macedo (metteur en scène, psychanalyste), Paul Elek (chercheur et chroniqueur), Annie Ernaux (écrivaine), Fanny Gallot (historienne), Isabelle Garo (philosophe), Michelle Guerci (journaliste, militante féministe antiraciste), André Gunthert (historien), Leslie Kaplan (écrivaine), Thierry Labica (angliciste), Adam Laloum (pianiste classique), Albert Lévy (juriste et ancien magistrat), Michael Löwy (sociologue), Fanny Madeline (historienne), Joëlle Marelli (traductrice), Dominique Nantanson (animateur du site Mémoire Juive & Éducation, porte-parole de l'Union juive française pour la paix), Fabrice Riceputi (historien), Jérémy Rubenstein (historien), Michèle Sibony (militante anticolonialiste), Julien Théry (historien), Laurent Thines (neurochirurgien, auteur), Olivier Tonneau (historien), Enzo Traverso (historien), Jean-Philippe Uzan (chercheur, astrophysicien), Eleni Varikas (philosophe)

Au Poste spécial jeudi 20 juin

- [1] Rima Hassan, « Accusée d'antisémitisme. "Pourquoi je porte plainte contre l'animateur Arthur" », Le Média, 1er février 2024.
- [2] Yoann Usai sur Cnews le 18 avril 2024 : <https://x.com/CNEWS/status/1781024112023863511>
- [3] https://www.bfmtv.com/politique/accusation-d-antisemitisme-melenchon-s-en-defend-et-denonce-un-argument-fait-pour-disqualifier_AV-201912220017.html
- [4] <https://www.publicsenat.fr/actualites/non-classe/accusee-d-ambiguite-sur-l-antisemitisme-la-france-insoumise-au-centre-d-une>
- [5] Organisation d'extrême-droite jumelle à celles des États-Unis et d'Israël, où elles ont été interdites (et classées comme organisations terroristes par le FBI depuis 2001).
https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/07/23/au-fait-qu-est-ce-que-la-ligue-de-defense-juive_4461247_4355770.html
- [6] <https://lafranceinsoumise.fr/2023/10/30/le-groupe-lfi-nupes-condamne-avec-la-plus-grande-fermete-lattaque-antisemite-de-laeroport-de-makhatchkala/>
- [7] Voir à ce sujet le magnifique ouvrage de Stéphane Mosès, L'Ange de l'histoire. Rosenzweig, Scholem, Benjamin, Paris, Seuil, 1992 ; et le tout aussi important Zakhor, Histoire juive et mémoire juive de Yosef Hayim Yerushalmi (Paris, Gallimard, 1991).
- [8] <https://x.com/AntoninAtger/status/1742198088981205356>
- [9] <https://aoc.media/opinion/2021/09/27/le-financier-le-musulman-et-le-peril-des-signifiants-flottants/>
- [10] <https://www.mediapart.fr/journal/politique/101123/antisemitisme-les-fautes-de-jean-luc-melenchon>
- [11] <http://golema.net/analyses/quelques-reflexions-sur-lantisemitisme-et-son-deni-a-la-france-insoumise/>
- [12] Idem.

<https://www.auposte.fr/reponse-collective-a-une-infamie-sur-laccusation-dantisemitisme-portee-contre-la-france-insoumise/>